

ON S'ABONNE :

PARIS, rue du Croissant, 12.

DEPARTEMENTS ET ALSACE-LORRAINE, chez les libraires, les directeurs de poste et de messageries, et aux Agences de la Société Générale.

ALLEMAGNE, dans les bureaux de poste et chez V. A. Ammel, libraire, rue Brûlée, 5, à Strasbourg.

ANGLETERRE, à Londres, chez MM. Delany, Davies & Co, 1, Finch Lane, Cornhill, et à l'Agence de la Société Générale, 38, Lombard Street, E. C.

AUTRICHE, BELGIQUE, ESPAGNE, HOLLANDE, ITALIE et autres pays de l'Union postale, dans les bureaux de poste et chez les libraires.

APRÈS BOURSE

QUATRE HEURES

	Hausse	Baisse
3 0/0	81 15	» » » 15
3 0/0 amortiss. .	82 55	» » » 20
4 1/2 0/0 1883 ..	110 15	» » » 20
Cons. anglais ..	99 13/16	3/16 » » 05
Italie	94 95	» » » 05
Flor. autric. (or).	88 1/2	» » » 1/2
Esp. Extér. nouv.	57 7/8	» » » 3/16
Egyptien 6 0/0 ..	330 »	» » » 2 50
Ch. Egyptiens ..	437 50	» » » 1 25
Turc 4 0/0 (nouv.)	16 40	» » » »
Banque ottomane	527 50	» » » 1 25

Nous prions ceux de nos lecteurs dont l'abonnement expire à la date du 31 JUILLET de vouloir bien le renouveler le plus tôt possible, afin d'éviter tout retard dans la réception du journal.

PARIS, 30 JUILLET

DERNIÈRES NOUVELLES

AU LUXEMBOURG

En séance, suite de la discussion du budget. M. Pouyer-Quertier est à la tribune; les démonstrations de l'orateur exaspèrent les républicains. M. Tolain, interrompant, est rappelé deux fois à l'ordre.

AU PALAIS-BOURBON

La foule est plus considérable encore au Palais Bourbon qu'elle ne l'était auparavant. Les curieux se tiennent en très grand nombre sur le quai et jusque dans la cour du Palais avant la séance. D'après les bruits de couloirs, le gouvernement serait décidé à renouer toute solidarité avec le cabinet précédent. M. de Freycinet vient d'arriver au Palais-Bourbon; il s'est, dit-on, empressé de déclarer dans les couloirs qu'il prendra la parole au cours de la séance pour annoncer que le cabinet actuel ne compte que liquider les affaires coloniales du ministère précédent, et pour dire qu'il n'entend pas adopter la politique de M. Ferry. Si cette intervention de M. de Freycinet a lieu, ce sera seulement, sans doute, après le discours de M. Clémenceau. On pense que M. Ferry répondra à M. de Freycinet. Toutfois, on ne doute pas que la discussion ne se termine aujourd'hui.

CHAMBRE DES DÉPUTÉS

Présidence de M. Floquet

La Chambre adopte après déclaration d'urgence un projet de loi concernant les chemins de fer de Draguignan à Meyrargues et de Draguignan à Grasse, de Grasse à Nice, de Digne à Draguignan et de Saint-André à Nice. L'ordre du jour appelle la discussion d'un projet de loi concernant les chemins de fer de Saclay à Lapeyrouse et de la Guiche à Châteauneuf-Millaud. L'urgence est demandée. M. Lacoste dit qu'il a présenté des observations sur le projet de loi. (Bruit.) M. Bourgeois, qui interrompait, est rappelé à l'ordre. M. le président dit qu'il y a lieu d'ajourner la discussion après le projet de loi relatif à Madagascar.

(La séance continue.)

LE CONSEIL DES MINISTRES

Les ministres se sont réunis ce matin, au ministère de la justice, sous la présidence de M. Henri Brisson. Le général Campenon leur a donné lecture d'une lettre du général de Courcy que nous publions plus loin. M. de Freycinet les a entretenus des faits qui se sont passés à Saint-Sébastien et de l'avis exprimé par le conseil des directeurs du ministère des affaires étrangères. Cet avis est très favorable à notre conseil. M. Thibouville sera député uniquement afin de mettre fin au conflit qui s'est élevé entre lui et la population; mais ce déplacement n'aura à aucun titre le caractère d'une disgrâce. M. Allain-Targé a prescrit une enquête afin de s'assurer de l'exactitude des qualifications qui ont été attribuées à M. J. J. et attendant des pouvoirs à Alger, et à la suite desquelles il a été proposé pour la croix de chevalier de la Légion d'honneur. Si ces qualifications sont reconnues exactes, le cas sera soumis au conseil de l'ordre. Le conseil s'est entretenu de la discussion relative aux crédits de Madagascar, qui va se poursuivre aujourd'hui devant la Chambre des députés, et du débat sur le budget ouvert devant le Sénat.

LES ÉVÉNEMENTS D'ANNAM

Le ministre de la guerre a reçu, cette nuit, du général de Courcy, la dépêche suivante : La situation en Annam s'améliore de jour en jour; quelques troubles seulement sont signalés entre Quine-Hone et la baie de Tourane. Ce dernier point est occupé depuis trois jours par nos troupes, et la canonnière la *Lionne* surveille cette partie de la côte. Une partie des sommes emportées par Thuyet a été reprise, savoir : 1,000,000 de francs environ à Dong-Huei et 250,000 francs un détachement annamite envoyé vers Quang Tri. Le père de Thuyet, qui avait dirigé l'attaque de la légation, a été fait prisonnier. Le reste de la dépêche est relatif à des questions de personnel et de matériel.

INTÉRIEUR

M. Grévy a reçu, ce matin, à onze heures et demi, en audience privée, M. de Lizzy, ministre du Pérou.

Par arrêté du préfet de la Seine, le conseil municipal de Paris est convoqué en session extraordinaire du vendredi 31 juillet au vendredi 1^{er} août.

La principale affaire dont le conseil aura à s'occuper pendant ces huit jours est la question de l'emprunt.

Lyon, 30 juillet.

Les Missions catholiques publient une lettre de l'évêque du Kouang-Tong, adressée quelques jours avant la signature de la paix. La lettre fait la démonstration des pertes subies dans cette province : 1,900 familles, environ 14,000 personnes, ont été pillées; sept à huit mille chrétiens ont été chassés de leurs villages; 110 chapels, écoles et résidences ont été détruites. Quoique la paix paraisse assurée, dit l'évêque, les édifices du culte n'ont pas été ouverts.

EXTÉRIEUR

Londres, 30 juillet.

Le banquet offert par le lord-maire aux ministres a eu lieu hier soir. Le marquis de Salisbury, répondant au toast du lord-maire, a prononcé un discours politique, déclarant que la tâche du gouvernement était difficile à cause de l'hostilité de la Chambre des Communes et la situation internationale créée par le précédent cabinet. Cependant, le premier ministre a ajouté qu'il ne désespérait pas d'arriver à un bon résultat. Un conseil des ministres a eu lieu hier à Downing-Street au sujet des affaires d'Égypte.

Londres, 30 juillet.

Le comité composé de l'archevêque de Canterbury, de l'évêque de Londres, du cardinal Manning et de MM. Morley et Reid, désigné pour vérifier l'exactitude des faits allégués par la *Pall Mall Gazette*, vient de publier son rapport. Il déclare qu'après avoir procédé à des investigations minutieuses et recueilli, en les contrôlant, des témoignages relatifs aux faits énoncés, sans toutefois garantir l'exactitude de tous les détails, il a pu se convaincre que, pris dans leur ensemble, les récits de la *Pall Mall Gazette* étaient vrais.

INFORMATIONS

De l'autr disions-nous hier : c'est le cri du Parisien empesté par les exhalaisons mephitiques qui s'échappent des égouts. Mais qui empêche donc nos édiles d'en donner ?

Au commencement de cette année, la Ville a fait l'acquisition, moyennant la somme de un million, de diverses sources situées dans la Basse-Bourgogne.

De plus, nous avons sous les yeux un intéressant rapport de M. Deligny, proposant au conseil municipal un ensemble de travaux pour conduire ces eaux à Paris. Qu'attend cette assemblée pour voter les conclusions de ce rapport ?

Le congé de M. Cambon, résident général de France en Tunisie, doit, comme nous l'avons dit, se prolonger pendant deux mois. Notre représentant ne retournera à son poste — si tant est qu'il y retourne — qu'à la fin du mois de septembre prochain.

Pendant ce temps, les affaires de la résidence seront dirigées par le secrétaire général, M. Bompard, *l'alter ego* de M. Cambon.

LA CONFÉRENCE MONÉTAIRE

LES PIÈCES ÉTRANGÈRES ET LES FAUSSES MONNAIES

Comme nous l'avions fait prévoir, la Belgique, devant la Conférence monétaire, fait difficulté de consentir à la liquidation de la circulation internationale des pièces d'argent, à la dissolution de l'Union latine. L'Italie, elle, se déclare disposée à remplir l'engagement moral, imposé de chef aux membres de l'Union, de sa conclusion en 1865.

Nous l'avons bien fait comprendre l'autre jour : ce règlement officiel et diplomatique des affaires de cette espèce de syndicat monétaire intéresse évidemment tout le monde et chacun, en France. Espérons qu'il pourra se faire, le moment venu, sur les bases de l'équité.

En attendant, la situation monétaire actuelle, avec la perturbation survenue dans les rapports respectifs de l'or et de l'argent, entraîne pour le public une foule de petits désagréments dont il ne songe pas assez à se plaindre. Ainsi, pour n'en citer qu'un, signalé précisément par le savant M. E. de Parieu dans une récente réunion de la Société d'économie politique, les départements-frontières de l'Espagne sont infestés, quoi qu'on fasse, de pièces d'argent espagnoles.

De même que dans la région limitrophe de deux pays, les mœurs, la langue, les habitudes semblent un mélange des deux éléments voisins, de même aussi la circulation monétaire, dans ces mêmes zones, revêt un caractère un peu confus. La population y accepte volontiers les monnaies de l'un et l'autre pays — et même, ajoutons-le, l'un ne voit pas qu'il y ait là grand mal, ni que les voyageurs aient à se plaindre de ce régime intermédiaire.

Mais l'Etat, lui, ne peut se prêter, on le comprend, à ces nuances; il lutte contre cet envahissement des monnaies du voisin, en refusant de les recevoir à ses caisses publiques, et les caisses privées, les banques locales en font généralement autant, lorsque l'invasion menace d'être trop gênante. Seulement, ces caisses publiques ou privées, ces banques locales ont le tort — et M. de Parieu confirmait les faits — de s'arroger le droit de couper, de cisailier les pièces étrangères présentées à leurs guichets.

C'est là un abus grave, contre lequel nous croyons utile de prévenir nos lecteurs en ce moment de crise dans la cir-

culation internationale de l'argent. Il y a là une habitude absolument illégale et vexatoire pour les clients des établissements financiers qui ne craignent pas d'y recourir. La question a un intérêt pratique non douteux, et elle a fait l'objet, dans la *Revue de droit commercial*, d'un récent travail de M. A. de Chénèvarin, qui l'a étudiée, au point de vue juridique, avec une réelle autorité.

Cisailier des monnaies étrangères, n'ayant pas cours légal en France, simplement parce qu'elles sont présentées au guichet d'une banque par un client qui les croit courantes et les voit admises dans la circulation ordinaire de la localité, c'est commettre, non seulement un abus, mais un acte illicite, et les tribunaux en ont plus d'une fois jugé ainsi.

Refusez ces pièces : c'est votre droit; ne les acceptez que moyennant un droit de change d'accord. Mais, en somme, ce sont des monnaies de bon aloi, ayant une valeur intrinsèque, une valeur marchande, elles ont des cours, et même, chaque année, un décret fixe la valeur en monnaie française des principaux types monétaires à l'étranger.

La Banque de France est bien autorisée à briser les monnaies reconnues fausses, lorsqu'elles lui sont présentées par des clients ayant un compte chez elle; mais rien ne lui donne le droit d'en faire autant pour les pièces étrangères; et une telle mesure, tout arbitraire, pourrait être poursuivie, attaquée par les intéressés.

C'est ainsi que, dans la pratique, beaucoup de grands établissements s'arrogent des droits absolument fantaisistes, que le public, peu éclairé, subit sans protester. C'est à nous de signaler ces abus et d'indiquer aux victimes les limites du monopole et du privilège.

LES

ÉLECTIONS EN SEINE-ET-OISE

Le comité républicain libéral de Seine-et-Oise, présidé par M. Barthélemy-Saint-Hilaire, vient de lancer son manifeste électoral.

Après avoir dit que dans ses investigations, il n'a rien négligé pour trouver des candidats offrant toutes les garanties désirables, le comité ajoute :

« Avant tout, ils doivent être républicains, décidés à maintenir avec vigueur et prudence contre tous les partis, la Constitution actuelle, parce que la République est, à la fois, le gouvernement légal et le gouvernement nécessaire de la France. »

Nous ne reproduisons aucun autre passage du programme des républicains libéraux de Seine-et-Oise. Celui-ci nous suffit pour faire juger du reste et permettre de prévoir quel accueil les électeurs feront à la liste du centre gauche, à la tête de laquelle se trouvera M. Ribot, le transfuge du Pas-de-Calais.

Il serait assurément téméraire de prédire comment, dans quel sens les élections se feront en Seine-et-Oise; — il n'est présentement personne qui soit en état d'émettre un avis de probabilité quelconque sur ce délicat sujet, attendu que les groupements ne sont pas faits et que les alliances et les coalitions sont fort incertaines encore. Mais nous croyons assez connaître le département de Seine-et-Oise, ce département fier, libéral, indépendant, pour être convaincu que la grande majorité des électeurs n'acceptera pas un programme contenant un engagement formel sur la forme définitive de gouvernement, quand le corps électoral n'a jamais été appelé à se prononcer par une libre manifestation de sa volonté.

Dans ce département de Seine-et-Oise qui, en maintes circonstances, a hautement affirmé ses sentiments démocratiques, c'est à la démocratie indépendante que devront, tout d'abord, s'adresser ceux qui tenteront de diriger le mouvement électoral en lui donnant toutes les satisfactions qu'elle est en droit d'exiger.

L'Appel au Peuple et le respect de tous les droits du suffrage universel en sont la base.

A cette démocratie qui sait allier l'ordre et la liberté en acceptant les principes de la Révolution, dont Napoléon I^{er} fut l'exécuteur testamentaire, mais qui a toujours repoussé avec horreur toute compromission avec la magogerie, il faudra offrir des gages sérieux, des garanties capables de gagner sa confiance. Et pour arriver à la convaincre de la sincérité des engagements pris, il sera important, essentiel, indispensable, que tous les candidats se déclarent les serviteurs dévoués de la Souveraineté nationale, et ils devront dire bien haut que, mandataires du Peuple, c'est du Peuple seul qu'ils attendront la décision qui fixera les destinées du pays.

Quel est donc le parti qui, dans une nation régie par le suffrage universel, pourrait repousser un pareil engagement? Il serait bien audacieux et il serait vite brisé celui qui, par une supercherie, par un subterfuge, quel qu'il soit, oserait prétendre imposer sa volonté si elle ne devait pas être sanctionnée par les acclamations du peuple, qui toujours sait résoudre avec netteté les questions qui lui sont nettement posées.

Aussi, bien qu'il ne s'agisse pas ici de l'élection d'une Constituante chargée d'une mission spéciale, ayant un mandat déterminé, les candidats devront être très

précis et très fermes dans leurs affirmations politiques et leurs revendications économiques. Il n'est pas question de se modifier ou de ne pas se montrer adversaires irréconciliables de la chose établie, ni de renverser simplement pour détruire, ce qui constituerait un péril dans notre situation, mais il faut affirmer que jamais on ne se prêterait à une substitution de gouvernement en dehors de la volonté nationale.

Nous ne saurions trop insister sur ce point : il est de la plus haute importance, car dans six mois, on procédera à l'élection du président de la République, et cette élection faite par le Parlement qui est accessible, hélas ! on ne la que trop vu, à toutes les intrigues, à toutes les séductions, cette élection est un grave danger qui nous menace. Nous devons nous en préoccuper dès à présent, et nous le signalons aux candidats sans méfiance qui, ne pouvant connaître le dessous des cartes, seraient tentés de se laisser entraîner par les habiles, faisant miroiter à leurs yeux une solution.

Méfions-nous donc de ces solutionnistes dont plusieurs centre-gauchers de la liste Barthélemy-Saint-Hilaire font partie, nous ne craignons pas de l'affirmer, et dont toute la science politique consiste à préparer un coup d'Etat parlementaire en dissimulant avec toute l'astuce que les caractères du Monk qu'ils tiennent dans la coulisse.

Les plus utiles auxiliaires de ces solutionnistes sont les conservateurs sans nuances, sans drapeau, qui, n'affectant aucune préférence, ne se présentent que sous le couvert de l'intérêt du bien public, espèce particulière de conservateurs d'hypothèses dont l'imagination est toujours en travail pour aller à l'enfantement d'une surprise qui ne choquerait pas outre mesure, d'ailleurs, l'auguste Ribot lui-même, le leader de la liste Barthélemy-Saint-Hilaire.

Que nos amis prennent donc garde aux pièges qui leur seront tendus et qu'ils étudient avec un soin extrême les propositions qui pourront leur être faites. Ils sont en Seine-et-Oise plus forts qu'ils ne le supposent généralement.

La liste qu'ils seront peut-être obligés de dresser obéira d'un succès plus grand qu'ils ne le prévoient sans doute en ce moment. En tout cas, des listes séparées auraient le grand avantage de bien établir, au premier tour de scrutin, la force respective des partis; et si une fusion est possible au second tour, l'attribution des candidatures ne sera plus qu'un simple problème d'arithmétique à résoudre.

Et nos amis, tous démocrates convaincus, mais démocrates dans la belle et haute acception de ce mot tel qu'il est compris aux Etats-Unis, seront ainsi restés fidèles à leurs principes en se présentant au suffrage universel avec ce titre prestigieux de candidats de la Souveraineté nationale.

Ceux-là, monsieur Barthélemy-Saint-Hilaire, sont les véritables amis du peuple, et c'est pour cette cause qu'ils seront les adversaires les plus déterminés de votre programme dans lequel vous demandez, en première ligne, de « maintenir avec vigueur et prudence la Constitution » qui a été votée à une voix de majorité, laquelle voix n'a été obtenue que grâce au faux commis par M. Girard, de complicité avec le chef actuel de la sîreté, M. Levailant.

Que nos amis ne s'attardent pas, qu'ils s'organisent avec la ferme résolution de faire respecter la place qui leur est due, et qu'ils marchent d'un pas assuré, comme des hommes qui se sentent sur un terrain solide! Quant au programme, il sera, suivant nous, bien facile à formuler, car il suffira, pour donner complète satisfaction à la masse électorale, de prendre l'engagement de faire le contraire de ce qu'ont fait les opportunistes, depuis que ces criminels ont escaladé le pouvoir.

E. G.

Encore une victoire pour le parti conservateur :

Le 15 mai dernier, le conseil d'Etat annula les élections conservatrices de la commune du Lédat, arrondissement de Villeneuve (Lot-et-Garonne). Les candidats conservateurs répondirent à cette mesure par une vigoureuse adresse aux électeurs, signée de leurs noms, et dans laquelle ils félicitaient l'incapacité, les dilapidations, les agissements haineux et vindictifs, enfin les délations des républicains et particulièrement de l'insulteur et de l'ancien maire, M. Cassan.

Les conservateurs élus étaient au nombre de huit.

Les électeurs ont répondu comme il convenait.

Ils ont réélu les huit invalides et ont ajouté quatre autres conservateurs à leur liste qui a passé entière.

LA SALUBRITÉ PUBLIQUE

Hier, au conseil municipal, MM. Marius Martin, Navarre, Armengaud invitent le préfet de police à faire exécuter les règlements de police concernant les émanations qui produisent les usines et dépotoirs environnant Paris.

Que croit-on qu'il est advenu de cette mise en demeure ?

L'ordre du jour pur et simple a été adopté.

Et qu'a-t-il fallu pour que cette importante décision fût prise par le conseil ?

Que le préfet de police déclarât qu'il serait tenu compte de cette invitation.

Ah ! le bon billet qu'ont les habitants des quartiers empestés !

Est-ce que chaque année, aux mêmes époques, les mêmes plaintes ne se produisent pas ?

Est-ce qu'on n'y répond pas par les mêmes promesses ?

Cela change-t-il quelque chose à la situation ? Est-ce que les quartiers sont assainis ? Est-ce qu'on donne un litre d'eau de plus pour le lavage des rues ?

Non, vraiment. M. le préfet de police a invoqué les règlements; il ne peut rien quand les règlements sont observés, et les agents s'efforcent d'en exiger l'exécution.

Eh bien ! si les règlements sont insuffisants, qu'on en rédige d'autres; que le pouvoir administratif soit armé, et qu'on songe plus à la santé publique qu'aux intérêts privés !

UNE DÉCLARATION ROYALISTE

Une réunion royaliste a eu lieu mercredi dernier à Grenoble, chez M. Chaper, ancien député. Quarante personnes environ étaient présentes.

L'objet de cette réunion était d'examiner quelle attitude le parti royaliste pourrait prendre dans la lutte électorale du département de l'Isère.

Or, voici la nouvelle qui nous est communiquée :

Un des invités de M. Chaper ayant proposé qu'une liste de candidats fût immédiatement arrêtée, un autre royaliste a fait cette observation : « Avant d'avoir des candidats, il faudrait savoir si nous avons des princes, car rien ne semble l'indiquer. »

C'est alors que M. du Chevalard, qui représentait M. le comte de Paris, s'est levé et a dit :

« Je suis autorisé à vous annoncer qu'avant les élections, M. le comte de Paris fera une déclaration au pays. »

Telle est l'information que nous recevons de Grenoble. Nous la publions sans commentaires. Quant à la déclaration promise, le pays, auquel elle est destinée, l'attendra avec patience.

Les appeaux républicains continuent à être tendus sous les pas des électeurs naïfs.

En voici un nouveau : On annonce que le ministre de la justice fait préparer un projet de loi à l'effet d'admettre le principe de l'indemnité aux victimes des erreurs judiciaires.

Ce sont les journaux officieux qui publient cette prétendue nouvelle qui va faire son tour de France, grâce aux feuillets opportunistes.

Et les oracles de dire : excellente chose que ce projet ; et le gouvernement républicain fait acte d'équité en s'en occupant.

Mais que les élections soient faites, et on verra ce que deviendra le beau projet de M. le garde des sceaux.

SEIZE MILLE FRANCS DE DÉPÊCHES

Nous nous plaignions, hier encore, avec plusieurs de nos confrères, de l'ignorance dans laquelle le gouvernement laissait le pays sur les affaires du Tong-King, et nous disions que dans le monde parlementaire on accusait le cabinet de garder par-dessus soi les dépêches du général de Courcy. Mais, disent les officieux, s'il n'y a pas de dépêches, cependant, on ne peut en inventer pour donner satisfaction à la curiosité publique.

La France libre répond à cette observation par la révélation suivante : « Rien que dans le courant de la semaine dernière, on nous affirme qu'il y a eu seize mille francs de dépêches transmises par M. le général de Courcy au général Campenon. »

Qu'a-t-on donné au public pour ces seize mille francs ? Car, au demeurant, c'est lui qui paie ?

Des informations sans portée ou vagues.

A qui fera-t-on accroire que le général de Courcy se sera rendu le luxe de seize mille francs de télégrammes pour ne rien dire ?

Il y a donc quelque chose que l'on cache ?

Or, comme on ne cache pas ordinairement de bonnes nouvelles, celles qu'on dissimule sont donc mauvaises.

Le comité radical de la Seine a lancé sa liste de candidats aux élections législatives. Voici cette liste :

Anatole de la Forge, Alary, Barodet, Burneville, Bouteiller, Basly, Cantagrel, Clémenceau, Delattre, Darlot, Deschamps, Desmoullins, Dabois (André), Forest, Frébaud, Gonnard, Gelez, Guyot (Jules), Guitton, Hovelacque, Jourde, H. Maret, Lefebvre (Ernest), Lockroy, Laisant, Lefebvre (Isidore), Lefon (du XX^e), Moise, Michelin, Mathé, Murat (du XX^e), Monestier, Planteau, Pasquier, Roque de Filhol, Sigismond Lacroix, Saint-Bris, Tony Révillon.

Un de nos confrères dit à ce propos : « Ce n'est pas la liste de la Commune, mais c'est la liste qui précède immédiatement la Commune. »

Notre confrère y met du bon vouloir. Comment ! les citoyens Michelin, Mathé, Guyot, Roque de Filhol, Basly, Hovelacque, n'appartiennent pas au parti communal ? Mais ils en sont le plus rouge ornement ! Il suffit de se rappeler leurs paro-

les, leurs discours, leurs votes, soit au conseil municipal, soit ailleurs, pour reconnaître qu'ils sont bien marqués au coin des hommes du 18 Mars, dont, en maintes circonstances, ils ont fait l'apologie.

ÉCHOS

LA TEMPÉRATURE

SITUATION GÉNÉRALE AU 30 JUILLET

La température baisse sur l'ouest et le centre du continent. En France, le temps est beau partout. A Paris, le maximum d'hier a été seulement de 25°.

SITUATION PARTICULIÈRE AUX PORTS FRANÇAIS

MANCHE. — Vent des régions E. assez fort; mer peu agitée.
Océan. — Vent des régions E. assez fort; mer peu agitée.
Méditerranée. — Vent faible; mer belle.

Aujourd'hui, 30 juillet, le thermomètre centigrade de l'ingénieur Queslin, 1, rue de la Bourse, marquait :

A sept heures du matin.....	+ 12 2/3
A onze heures du matin.....	+ 22 2/3
A une heure du soir.....	+ 25 2/3
A quatre heures du soir.....	+ 25 2/3
A minuit.....	+ 13 2/3

Le baromètre est à 763 millimètres.

Par suite de la reprise des relations pacifiques avec la Chine, le gouvernement a décidé la dissolution de l'escadre de l'Extrême-Orient à la date du 25 juillet et la reconstitution, à cette même date, de la division navale, sous le titre de « Division navale de l'Extrême-Orient », dont le contre-amiral Lespes exercera le commandement en chef.

La création d'un nouveau régiment étranger va permettre au ministre de la guerre d'envoyer le 1^{er} de l'arme, colonel Grisot, au général de Courcy.

Toutefois, ce régiment ne partira qu'en septembre, selon les circonstances et la marche des événements dans l'Annam.

Le 2^e étranger, colonel Hugot, serait, dans ce cas, affecté à la Tunisie.

Des exercices de nuit ont été exécutés hier soir dans le parc de Versailles par les régiments du génie et d'artillerie, pour clore l'inspection générale, qui a été passée par le général Salanson.

Plusieurs ponts, jetés rapidement sur le grand canal, éclairé à la lumière électrique et à la lumière oxydrique, ont permis à de nombreuses batteries d'artillerie de gagner la rive opposée en quelques minutes.

De nombreux officiers supérieurs des garnisons voisines assistaient aux expériences.

Un feu d'artifice a été tiré vers dix heures par la compagnie des artificiers du génie.

De nombreux curieux ont suivi les exercices.

Le montant des souscriptions recueillies par le ministre de la guerre au profit des blessés du Tong-King s'élève, jusqu'ici, à 150,000 francs environ.

Cette somme a été versée dans la caisse des offrandes nationales, dont l'administration est confiée à un comité supérieur qui a pour président le ministre, pour vice-président le sous-secrétaire d'Etat, pour membres des sénateurs, députés, conseillers d'Etat, officiers généraux, etc. Moitié de cette somme a été distribuée récemment, comme l'a fait connaître une note officielle il y a quelques jours.

Le reste est réservé aux militaires blessés, malades ou convalescents, rapatriés du Tong-King et de Madagascar.

On nous communique une triste nouvelle : M. Marc Jubinal, le fils de

section de celle qui précède comme une invitation.

L'empereur et l'impératrice de Russie iront cet été à Kiev, et de là se rendront en Autriche pour rendre à l'empereur sa visite de Skierniowice. Mais on ne connaît pas encore d'une manière précise l'époque ni l'endroit où aura lieu l'entrevue.

Aujourd'hui doit avoir lieu à Venise le lancement du cuirassé *Morosini*. Les Italiens s'apprêtent à célébrer cet événement avec beaucoup de solennité.

Le roi et la reine assisteront au lancement avec les membres de l'ambassade marocaine, qui prendront part à un grand dîner de gala donné en leur honneur.

Les journaux roumains annoncent que le gouvernement français a décidé de ne plus recevoir dans les écoles militaires les jeunes Roumains qui venaient y faire leurs études. Cette nouvelle a produit une mauvaise impression.

Le mariage du grand-duc héritier de Bade avec la princesse Hilda de Nassau est définitivement fixé au 20 septembre. Aucun membre de la famille régnante de Prusse n'assistera à la cérémonie.

Déplacements et villégiatures à Royat :
M. de Narp.
Baron Julien Serp.
M. de la Prade.
M. d'Arquie de Villemont.

Hier s'est ouverte, à l'Ecole des beaux-arts, l'exposition des projets d'architecture pour le concours du prix de Rome.

On sait que le sujet comporte une académie de médecine, avec amphithéâtre, salle de vaccination, etc.

Les projets, qui ont semblé attirer plus particulièrement l'attention du jury sont ceux de MM. Lechevalier (n° 1), Charpentier (n° 6), Louvet (n° 9), Chevalier (n° 8).

Puisque nous sommes à l'Ecole des beaux-arts, disons, à propos du dernier concours, que, outre les avantages du grand prix de Rome de sculpture, dont profiteront les deux premiers lauréats, M. Gardet recevra une part de la fondation de Mme Léonce, qui consiste en une rente de 3,000 francs, et à M. Hamaux, sera attribué un prix de 1,000 francs, fondé par Mme la duchesse de Cambacérès.

On connaît le sinistre farceur qui a annoncé le décès du docteur Voisin. Et nous avions raison de le recommander aux douches du célèbre spécialiste.

C'est un malheureux aliéné du Bicêtre qui, pour se venger de sa détention, a soustrait des bulletins de l'Assistance publique et, après avoir imité la signature du directeur, a envoyé aux journaux l'annonce de la mort de celui qu'il appelle son persécuteur.

Pauvre fou !

Les travaux activement poursuivis au Palais de l'Industrie ont produit déjà une transformation considérable, et l'on peut dire, à quelques exceptions près, que la nef est entièrement terminée. Aussi la direction de l'Exposition du travail annonce qu'elle inaugurera demain ses grands concours de vendredi. Plus de cent vingt musiciens et choristes, de l'Opéra, exécuteront les morceaux toujours acclamés de leur répertoire habituel. *L'Hymne au Travail*, de Michaëli, y sera chanté par M. Vauthier.

Cette journée de vendredi sera une véritable première, car l'on compte, ce jour-là, ouvrir les portes de la mine aux visiteurs.

La séance du Sénat

Séance du 29 juillet

PRÉSIDENCE DE M. LE ROYER

Le Sénat adopte un projet de loi ayant pour objet d'ouvrir au ministre des Finances et des colonies un crédit de 500,000 francs comme subvention à notre colonie de l'Inde.

L'ordre du jour appelle la suite de la discussion sur le projet de loi de budget.

M. E. Millard, rapporteur général, continue son discours. Il revient sur les crédits affectés au Tonkin. Il s'agit de deux cents millions votés par le Parlement, deux cents millions ne sont point sur la dette flottante puisqu'ils n'ont pas encore été employés tout entiers. En effet, 54 millions seulement ont été employés. Reste la répartition de la dette, pour laquelle on parle de 150 millions. C'est un chiffre fantastique.

Une voix à droite : C'est le chiffre de l'annuaire Gallier.

M. E. Millard. — Il suffira de 30 à 32 millions. Donc, jusqu'à présent, nous n'atteignons pas cent millions. Vous voyez, messieurs, sur quelles bases on a pu bâtir des critiques de nos adversaires. La politique financière de la République a été sage et prévoyante ; le principe de l'amortissement a toujours été appliqué. La dette de l'Etat sera certainement allégée par des remboursements. Il n'y a qu'un compte à faire, mais les adversaires du gouvernement ne consentent pas à le faire.

La législature actuelle a eu à lutter, quoi qu'en ait dit M. Chesnelong, contre des cas de force majeure, contre le phylloxera, par exemple, contre la crise financière de 1881. On ne peut, sans injustice, imputer ces maux à la République.

Donnons-nous rendez-vous devant les électeurs, dit en terminant l'orateur, et nous verrons à qui ils donneront raison.

M. Chesnelong maintient les critiques qu'il a formulées et à côté desquelles le rapporteur s'est passé de sa réponse. Il fait remarquer que si, sur les crédits de 200 millions relatifs au Tonkin, il n'y a seulement 54 millions d'ordonnances, il y a bien d'autres dépenses faites qui devront être ordonnées à la fin de l'année ; il ajoute que, d'ailleurs, il n'avait pas attribué aux dépenses de Madagascar l'importance qu'elles auront certainement. Il a donc rien à changer à ses appréciations.

Le rapporteur n'a pas davantage infirmé ce qu'il a dit des déficits des budgets de 1885 et de 1886 et de la nécessité d'un emprunt d'un milliard à la fin de l'année. Cette nécessité, l'orateur l'affirme de nouveau. Il persiste à considérer comme un expédient la spécialisation du compte des garanties d'intérêt pour les compagnies des chemins de fer. Le déficit provient de ce que les dépenses ont augmenté de 800 millions alors que les ressources n'augmentent que de 500 millions. Une pareille différence n'est pas à l'honneur des finances de la République.

L'orateur reproche au rapporteur et à la majorité leur optimisme et dit qu'il est impossible de constater que le déficit du budget de 1885 est des aujourd'hui avéré. Il y a là, dit-il, une situation qui ne peut pas se prolonger sans danger. Il faudra créer 200 millions d'impôts nouveaux, et nous ne les refuserons pas, parce que pour nous l'intérêt du pays domine toutes les questions de parti. Nous voulons à tout prix éviter une catastrophe qui frapperait la France dans son honneur. (Nouveaux applaudissements à droite.)

M. Sadi Carnot examine successivement, en s'attachant à les justifier, les augmentations de dépenses que l'on reproche au gouvernement républicain ; il rappelle le système d'évaluations introduit par un précédent ministre et qui a complètement disparu cette fois. Il compare la situation financière telle qu'elle était au 1^{er} janvier 1874 avec celle qui existait au 1^{er} janvier 1885. Il constate que dans cet intervalle, on n'a employé que le système de l'emprunt amortissable et pour faire des dépenses utiles au pays ; c'est, dit-il, par des chiffres d'ensemble que l'on peut constater l'état réel des finances et la France peut considérer sa situation avec confiance.

M. Pouyer-Quertier demande le renvoi de la discussion à demain.

Le renvoi n'est pas prononcé. M. Pouyer-Quertier renonce à la parole. M. Chesnelong blâme les impôts qui pèsent sur le travail. Il réclame l'impôt sur le luxe, l'impôt sur le revenu. Il n'y a qu'à vouloir pour sortir d'une situation, qui, d'ailleurs, n'est pas si mauvaise qu'on le représente.

Voix à gauche. — La clôture ! la clôture !

M. Pouyer-Quertier demande que la clôture ne soit point prononcée afin de pouvoir répondre au ministre.

La clôture n'est pas prononcée. La suite de la discussion est renvoyée à demain.

NOUVELLES DIPLOMATIQUES

Nous ne sommes, certes, pas payés pour aimer l'Allemagne, car nous l'avons toujours trouvée au premier rang de nos ennemis les plus acharnés et les plus perfides. Cela ne nous empêchera pas de la juger avec impartialité et de rendre justice à son peuple, qui est bon et honnête, mais qui a toujours été la victime de ses gouvernants, et qui, aujourd'hui encore paie pour sa prétendue union. L'ancienne Confédération germanique, impuissante, peut-être à faire la guerre et à remplir le rôle exagéré que joue à présent la Prusse victorieuse, résu-mait mieux l'esprit et les tendances des philosophes et des rêveurs que la composition.

En effet, chaque petit Etat formait un centre, avait sa capitale, ses artistes, ses écrivains, ses compositeurs, parmi lesquels il y en avait d'illustres, tandis que sa centralisation lui est fatale et s'appauvrit sans l'agrandir. Son industrie et son commerce n'ont pas prospéré en s'agrandissant, en quittant les milieux qui lui avaient été favorables, et ses travailleurs sont plus écrasés que jamais par les impôts, nécessités par le maintien d'une armée formidable.

Aussi des villages entiers émigrent-ils, chaque année, et vont-ils chercher aux Etats-Unis, non seulement la liberté dont ils sont privés, mais encore le pain dont ils manquent. Sans doute, l'Allemagne est un pays pauvre, au sol ingrat et au climat rigoureux. Seulement, autrefois, il se suffisait. Les populations avec leurs goûts modestes et leurs mœurs primitives se contentaient de ce qu'une nature peu généreuse leur accordait, tandis que, maintenant, il faut ajouter à ces difficultés légendaires l'impôt du sang et les charges militaires. C'est pour cela que les sujets de l'empereur Guillaume continuent à s'y soustraire par l'émigration, et vont porter aux Etats-Unis leur travail et le génie national.

Les partisans, quand même, du chancelier de fer, ne pouvant pas nier cette vérité trop évidente, tournent la difficulté en disant que ces deux cent mille Allemands, qui grossissent, chaque année, le flot américain, sont des pionniers qui vont planter l'idée germanique. C'est une erreur aussi volontaire que grossière. Chacun sait, en effet, que la race teutonique, une fois qu'elle a ouvert les yeux au grand jour de la liberté, ne peut pas plus s'en priver qu'on ne se prive de grand air, et qu'elle ne quitte jamais l'Amérique, dont le sol généreux lui donne à la fois les droits politiques et le pain quotidien, pour retourner en Allemagne.

Sans doute, il y a, à cet égard, des exceptions, et Francfort, notamment, voit revenir un certain nombre de ses enfants, jusque de naissance pour la plupart, qui se sont enrichis de l'autre côté de l'Atlantique, et qui sont heureux de le montrer à leurs compatriotes du Mein ; mais ce sont là des exceptions, qui prouvent simplement la règle. La vérité vraie, c'est que l'Allemand, devenu et naturellement Américain, laisse derrière lui sa vieille dévotion, sans esprit de retour, bien loin de cela du Français, qui ne rêve qu'une seule chose : revenir au pays natal et y finir ses jours au foyer paternel.

C'est que l'affection du dernier s'explique, tout comme l'indifférence du premier se comprend : l'Allemagne ne fait rien pour le peuple, qui y est pauvre et qui y souffre, tandis que la France est une bonne mère, qui comble ses enfants et ne les oublie jamais.

La est le gouffre réel qui sépare ces deux pays, et qui explique leur tradition et leur histoire !

A l'heure qu'il est, les sujets de l'empereur Guillaume sont encore dans l'enlèvement et l'aveuglement de la victoire. Ils croient que rien ne peut plus leur résister, que la France sera toujours un pays ouvert, où ils peuvent au besoin venir chercher de l'or, et pendant ce temps-là, ils continuent à payer sans murmurer d'énormes impôts, à se contenter de maigres salaires, et à faire leur service militaire. Combien cela durera-t-il ? M. de Bismarck sera-t-il assez heureux pour résoudre lui-même le problème social, qui menace l'Allemagne, comme il menace aussi l'Angleterre ? C'est au moins une question, et il est certain qu'elle se posera, peut-être menaçante et terrible, le jour où l'empereur Guillaume cessera de vivre et où son chancelier cessera de gouverner en son lieu et place.

Or, il ne faut pas l'oublier, le vainqueur

de Sedan est très âgé ; le chancelier de fer n'est plus jeune non plus, il n'a pas fait école, il n'a pas formé d'élèves pour prendre sa succession, et les Allemands peuvent bien se demander, avec une certaine anxiété, ce qui arrivera au moment où le prince héritier arrivera au pouvoir ?

Eh bien ! il n'arrivera rien, par cette raison excellente que la machine est bien lancée, qu'elle a une vitesse acquise, et que l'on ne s'apercevra pas, d'abord, que le mécanisme n'est plus le même ? Mais au moment du choc, il y aura arrêt, sinon recul immédiat. Si ces impressions d'un homme qui connaît bien l'Allemagne, et la connaît depuis longtemps, peuvent intéresser le lecteur, je les continuerai au fur et à mesure des événements, qui ne peuvent manquer de se produire prochainement, successivement, et qui amèneront sur la scène politique des acteurs nouveaux, peut-être moins bons.

En tout cas, ce qu'il faudrait chez nous, quand ce grand changement se produira, ce sont des hommes. Voilà pourquoi le renouvellement de la Chambre sera si important, car c'est de sa composition, c'est du nombre d'esprits honnêtes et intelligents qu'elle renfermera qu'épendront le sort de la France et le rôle salutaire et réparateur qu'elle est appelée à jouer en Europe, au milieu des événements les plus graves.

NOUVELLES MILITAIRES

Sont promus au grade de colonel dans l'infanterie :
M. Chardin, lieutenant-colonel du 60^e régiment d'infanterie. — Affecté au 133^e régiment d'infanterie.

M. Gano, lieutenant-colonel du 65^e régiment d'infanterie. — Affecté au 31^e régiment d'infanterie.

M. de Chauvenet, lieutenant-colonel d'infanterie breveté hors cadre. — Mis hors cadre (service d'état-major).

M. Faute de Vanteux, lieutenant-colonel d'infanterie breveté hors cadre. — Mis hors cadre (service d'état-major).

M. Garcin, colonel d'infanterie breveté hors cadre. — Affecté au 123^e régiment d'infanterie.

M. de la Chevallerie de la Grandville, lieutenant-colonel du 29^e régiment d'infanterie. — Affecté au 119^e régiment d'infanterie.

M. Sémart, lieutenant-colonel du 70^e régiment d'infanterie, commandant supérieur du cercle de Tebessa. — Affecté au 90^e régiment d'infanterie.

Sont promus au grade de colonel dans la cavalerie :
M. Paison, lieutenant-colonel du 11^e régiment de cuirassiers (brevet), chef du bureau de l'état-major général du ministre de la guerre. — Est mis en activité hors cadres, pour être affecté au service d'état-major.

M. Pennet, lieutenant-colonel du 1^{er} régiment de chasseurs. — Est affecté au 10^e régiment de chasseurs.

M. Chauveau de Bourdon, lieutenant-colonel du 10^e régiment de cuirassiers. — Est affecté au même régiment.

M. de Guizelin, lieutenant-colonel du 5^e régiment de dragons. — Est affecté au 9^e régiment de cuirassiers.

M. Bubbe, lieutenant-colonel à l'état-major particulier de l'artillerie, directeur de la fonderie de Bourges, est promu au grade de colonel.

Sont promus au grade de colonel dans le génie :
M. Roussel, lieutenant-colonel, directeur du génie à Lyon. — Maintenu à son poste actuel.

M. Simeur, lieutenant-colonel, professeur de fortification à l'Ecole supérieure de guerre. — Maintenu provisoirement à son poste actuel.

M. Martin, lieutenant-colonel dans la cavalerie de la garde républicaine, est promu au grade de colonel, et désigné pour commander la 6^e légion à Châlons-sur-Marne.

Faits divers

Le crime de la rue Bergère. — On croit connaître sérieusement l'assassin d'Agathe Simeur.

M. Kuehn, chef de la sûreté, accompagné d'un de ses inspecteurs, a quitté Paris hier soir à neuf heures, pour aller en province procéder à son arrestation.

Voici les renseignements qui ont mis la justice sur la piste de l'assassin :
Le 17 juillet, au matin, un homme de haute taille, brun, portant la moustache en brosse, vêtu d'une jaquette de velours et coiffé d'un chapeau mou en étoffe anglaise, entra au marché du Temple et proposait en vente, à la fille de boutique de Mme Lombardin, des vêtements de femme.

Elle demanda au vendeur son nom et son adresse afin de payer à domicile ainsi que l'exigent les règlements de police.

L'homme répondit :
— Je me nomme Moemer, et demeure rue des Fontaines-du-Temple, à l'hôtel Jacques Moier. Mais je vous prie de venir de suite, car je dois partir en voyage.

Se rendant à son désir, une employée de Mme Lombardin se rendit aussitôt au domicile indiqué et paya la somme convenue.

Le 22 juillet, quelques journaux, en racontant le crime de la rue Bergère, donnèrent la nomenclature des vêtements qu'avait emportés l'assassin. En lisant la description des toilettes, Mme Lombardin pâlit : ses yeux se portèrent sur une robe exposée à la devanture de la boutique, et elle s'écria : « Mais voilà la robe de la victime. C'est à un assassin que je l'ai achetée. »

Elle alla immédiatement faire part à M. Kuehn de sa découverte et de ses craintes. Elle lui donna le signalement de l'assassin présumé et ajouta qu'il avait l'air d'un de ces individus qui achètent un peu partout et revendent sur le carreau.

Elle dit également au chef de la sûreté que Moier avait à la fois acheté une robe et une robe semblant avoir été produite par un coup d'ongle.

M. Kuehn, sans perdre un instant, se rendit rue des Fontaines-du-Temple. L'assassin avait quitté l'hôtel deux heures avant.

Des recherches furent aussitôt faites dans Paris, et le signalement très détaillé de Moier a été envoyé à toutes les gares et dans toutes les directions.

Il résulte des renseignements recueillis que l'assassin aurait été aperçu devant le n° 24 de la rue Bergère, parmi la foule des curieux qui stationnaient au moment de la découverte du crime.

Mystère trouvé. — Ce matin, à cinq heures, des gardiens de la paix aperçurent, en face le numéro 30 de la rue

Guilhem, un paquet. Ils l'ouvrirent, croyant trouver un cadavre d'enfant, mais leur étonnement fut des plus grands en découvrant enveloppés dans un drap, une pendule d'une valeur de mille francs et un coffret en argent. Ces objets, qui provenaient certainement de vols, ont été envoyés à la préfecture.

Victime de la cupidité d'un médecin. — Une jeune femme, Mme Faivre, demeurant 5, rue Carpentier, ayant été prise des douleurs de l'enfantement, une sage-femme, Mme Wolzko, 38, rue Denfer-Rochereau, fut appelée pour assister la malade ; mais elle considéra l'opération comme si délicate et si dangereuse qu'elle exigea les secours d'un médecin.

Le mari de la patiente se rendit immédiatement au poste de police de la mairie du sixième arrondissement, où on lui donna l'adresse d'un médecin chargé du service de nuit. Un gardien de la paix l'accompagna.

Le médecin en question se transporta au domicile des époux Faivre. Il était 2 heures du matin. Il examina la malade et trouva que le cordon ombilical était enroulé autour du cou de l'enfant et demanda 250 francs avant de commencer l'opération.

Le mari répondit au médecin qu'il n'avait chez lui qu'une somme de cent francs, mais qu'il prendrait des engagements pour le reste.

Le médecin lui fit, et bien que la sage-femme le suppliait de ne pas le faire, le refus de donner ses soins à la pauvre femme, et partit en disant :

— Je reviendrai à huit heures ; d'ici là, vous aurez le temps de vous procurer l'argent que je vous demande.

M. Faivre, effrayé, se mit en quête d'un autre médecin, et ne trouva vers cinq heures du matin qu'un seul médecin.

Celui-ci examina la malade et dit :
— Il est trop tard !

En effet, à sept heures, sa femme était morte.

Tel est le fait dans sa brutalité. Nous avons volontiers omis, dans ce récit, le nom du praticien qui s'est rendu coupable de cet acte d'inhumanité, mais nous ne pouvons nous empêcher de faire ressortir toute la gravité de cet acte.

C'est pas seulement, en effet, au plus simple sentiment d'humanité qu'a manqué le médecin en question : il y a encore de sa part un manque grave au règlement auquel sont soumis les médecins, qui acceptent d'être attachés au service de nuit de la préfecture de police.

Ce règlement porte, en effet, que les médecins de ce service ne doivent réclamer aucune somme aux malades à qui ils sont appelés à donner des soins. Il leur est alloué une somme de dix francs par visite et de vingt francs par opération, mais cette somme leur est payée directement par la caisse municipale, qui se charge ensuite de rentrer dans ses avances.

Donc, M. D... ne devait en aucune façon soulever une question d'honoraires, ayant été directement payé par les soins du poste de police où s'était adressé M. Faivre.

Quand nous aurons dit que le médecin en question se nomme M. Depasse et est le cousin du conseiller municipal opportuniste, nous n'aurons plus qu'à demander qu'une enquête sérieuse soit faite, et que, sans se laisser arrêter par des considérations de personnes, le procureur de la République donne à cette grave affaire la suite qu'elle comporte.

Le drame de la rue de la Butte-Chaumont. — Hier soir, vers six heures, le nommé Marius Vidal, âgé de trente-six ans, sans domicile fixe, se trouvait chez Mme Laporte, couturière, 38, rue de la Butte-Chaumont, et demandait à parler à une de ses ouvrières, Mme Grandvincent.

Celle-ci se présenta et une vive discussion s'engagea aussitôt entre elle et Vidal. Ce dernier, qui a longtemps vécu maritalement avec Mme Grandvincent, la supplia de retourner avec lui ; sur son refus, il sortit un revolver de sa poche et tira trois coups de feu sur sa malresse ; puis, tournant l'arme contre lui-même, il se logea trois balles dans la région du cœur.

Les blessures de Mme Grandvincent ne présentent aucun caractère de gravité et elle a pu regagner son domicile, 207, rue Lafayette.

Il n'en est pas de même du meurtrier qui a été transporté d'urgence à l'hôpital Lariboisière dans un état qui laisse peu d'espoir de le sauver.

Fausse saisi. — M. Dulac, commissaire de police aux délégations judiciaires, a mis en état d'arrestation, sur un mandat d'amener décerné par M. Lauth, juge d'instruction, un nommé Félix P..., âgé de 26 ans, qui s'est rendu coupable d'un faux complot d'abus de confiance à l'endroit d'un vieillard paralysique, M. R...
Celle-ci a été saisie avec M. R... avait signé du nom de ce dernier et s'était profité une feuille de transfert de titres au moyen de laquelle il avait réussi à vendre une série d'obligations du Crédit foncier appartenant à M. R..., pour une somme de 5,000 francs.

Le voleur, arrêté hier à son domicile, a été écroué au Dépôt.

Fuite d'une proxénète. — A la suite de plusieurs plaintes, M. Tomasi, commissaire de police du faubourg Montmartre, s'est rendu rue Papillon, dans une maison dont le deuxième étage était occupé par une proxénète.

Quand il se fit ouvrir la porte de l'appartement, il fut reçu par une femme qui lui dit qu'elle n'avait rien de bon à lui proposer. Le magistrat crut avoir fait erreur et redescendit s'informant chez le concierge, qui lui confirma que c'était bien là. M. Tomasi remonta donc, vint à la maison de l'homme qui avait disparu. Profitant de l'hésitation du magistrat, elle avait enjambé le balcon d'une de ses fenêtres et s'était laissée tomber sur le balcon de la fenêtre de l'étage inférieur.

Puis, grâce à la complicité des voisins, elle s'était enfuie par la porte de l'entresol. L'appartement suspect a été fermé.

Fin tragique d'une partie de plaisir. — Une fille R... était, avant-hier, au Bois de Boulogne, avec un nommé L... Dans deux églises en canot l'île Seguin, lorsque, séduits par l'ombrage, ils résolurent de prendre un bain.

Ils furent bientôt débarrassés et se livrèrent aux exercices les plus extravagants de la natation. A un certain moment, L..., ne voyant plus sa compagne, qu'il avait abordé, s'aperçut qu'elle avait disparu. Elle ne répondait pas, il ne put plus donner qu'elle avait sombré.

A ses cris, des pêcheurs accoururent ; après un quart d'heure de recherches, on aperçut le corps de la jeune fille flottant sur l'eau ; elle avait été emportée par le courant et s'était écroulée entourée encore ses jambes.

Le corps de la noyée a été transporté à la Morgue de Paris.

Le papier lumineux. — Le Bulletin des fabricants de papier parle d'un papier qui est à la fois imperméable et lumineux.

La composition : eau, 10 parties ; pâtes à papier, 40 ; poudre phosphorescente, 10 ; gélatine, 1 ; bichromate de potasse, 1.

La fabrication n'est présente rien de particulier ; elle est celle du papier ordinaire. C'est le bichromate de potasse qui donne l'imperméabilité. Quant à la poudre phosphorescente, elle est formée de sels de fluorure de calcium, de baryum et de strontium.

S'il est vrai que ce papier conserve sa propriété lumineuse pendant des mois, nous aurons alors en tapissier nos demeures. Alors plus besoin de bougies, de lampes, de gaz.

Une Egypte inconnue. — M. Maspero, l'ancien successeur de Mariette, continue ses recherches en Egypte, dans une région encore inexplorée, auprès de la ville d'Assiout.

On ne connaît jusqu'ici que les sépultures luxueuses de la période pharaonique, tombeaux de familles princières, caveaux réservés aux grands prêtres. M. Maspero a découvert à Assiout un véritable cimetière, comparable à notre Cimetière et à notre Champ-de-Mars.

M. Maspero cherchait depuis longtemps l'emplacement de cette nécropole qui lui avait vaguement désigné les traditions populaires, lorsqu'il parcourait les villages placés à l'est du fleuve, il observa que les auges placées devant la porte des maisons, à l'usage des bestiaux, étaient des sarcophages en pierre blanche, les uns carrés, les autres taillés en forme humaine.

Quand les fils avaient besoin d'une augue neuve, ils allaient à la montagne et ne tardaient pas à en retirer ce qui leur convenait.

M. Maspero a exploré la colline sur une longueur de trois kilomètres, et partout il a trouvé remplis de restes humains. Tous les ossements ont été utilisés pour y déposer des cadavres ; il y a des puits de quinze à vingt mètres à plusieurs étages ; tel d'entre eux a huit ou dix petites chambres superposées, et dans chaque chambre une douzaine de cercueils.

Les grandes surfaces ont l'aspect de fosses communes. Les simples momies, emmaillottées dans des bandelettes, sont entassées sur le sol par lits réguliers, comme le bois dans les chantiers.

Par-dessus, on a entassé jusqu'au plafond des momies à carteronage et à gaines de bois ; ces objets qui leur appartenaient sont jetés au hasard dans l'épaisseur des couches, tabourets, chaises, souliers, boîtes à parfums, vases à collyre, et, pour ne rien perdre de l'espace, on a enfoncé de force les derniers cercueils entre le plafond et la masse accumulée, sans s'inquiéter de savoir si on les entassement ou non.

A mesure que le champ des fouilles s'est élargi, on rencontre des tombes de plus en plus anciennes, une de la VI^e dynastie, plusieurs de la VIII^e.

Admettant, un charnier.

La plupart des chambres ont dû changer dix fois de maîtres avant de recevoir ceux que nous y trouvons aujourd'hui. M. Maspero a découvert dans le cimetière d'Assiout des momies d'un type particulier, neuf. Elles sont, comme un moule de la mort, et le représentent vêtus de ses habits de fêtes. Les hommes sont drapés, les femmes ont le peuplin et la tunique brodée, les souliers en cuir laqué sur le devant, le bord aux bords, le noir à l'arrière, les moindres détails du corps se modelent sous le vêtement avec une exagération presque indécente.

La matière de ces figures n'est ni le bois ni la toile, mais une sorte de carton fait de feuilles de papyrus agglutinées et recouvertes d'une couche d'argile staccée et peinte.

UN CONSEIL DU JOUR

Les deux meilleurs agents propres à lutter contre la diathèse urique et ses diverses manifestations (goutte, rhumatismes, albuminurie, maladies de la vessie, des reins, des voies urinaires) sont : d'une part, l'acide benzoïque, et d'autre part, les sels de lithine. L'acide benzoïque dissout les concrétions uratiques, et la lithine empêche la production des calculs, et par conséquent prévient les accidents pour l'avenir.

Cette double action curative et prophylactique a été réalisée dans une spécialité célèbre : les *Pilules benzoiques Rocher*, qui le bromure de lithium se trouve associé à l'acide benzoïque et aux principes les plus actifs des quinquinas.

Dr MARC.

LES DISTRIBUTIONS DE PRIX

Dimanche à deux heures, M. l'abbé Pelgé a présidé la distribution des prix de l'Ecole Sainte-Anne.

Dans une allocution élevée et pleine d'intérêt, M. Pelgé a parlé de l'éducation chrétienne qu'il faut recevoir, de la méthode qu'emploient les éducateurs et les professeurs de cette école et des heureux résultats qu'ils ont produits. La parole suivante et simple tout à la fois, nourrie d'exemples patriotiques du bienveillant orateur, a soulevé plusieurs fois les applaudissements de l'auditoire qui manifestait ainsi sa sympathie pour l'école.

Disons que cette fête de famille, dans le parc de l'ancienne chapelle de M. de Saint-Motte, près de Saint-Malo, la réunion des anciens zouaves pontificaux et des volontaires de la légion d'Orient, provoquée par le général de Charette pour célébrer le vingtième anniversaire de la création à Rome du régiment des zouaves, le 28 juillet 1865.

Une messe solennelle a été célébrée à 10 heures, par Mgr Sacré, en l'absence de Mgr de Rende, nonce apostolique, qui a été

blic électoral attribue les plus mesquines raisons d'intérêt personnel, bien loin de s'y laisser amener.

Si les agriculteurs n'ont à espérer ni justice, ni soulagement à leurs misères, ils peuvent être sûrs de payer de nouveaux impôts. Deux farces dont on fera bien de ne pas oublier les noms, MM. Verigny et Brialou, viennent de faire adopter deux amendements, l'un ordonnant le recensement de toutes les propriétés bâties avec évaluation de la valeur locative de chacune d'elles, l'autre portant qu'à partir du 1^{er} janvier 1886, aucune remise ou modération d'impôt foncier ne sera accordée pour vacance de maisons. Inutile d'insister sur les bénéfices que les agriculteurs ne manqueront pas de retirer de ces nouvelles dispositions. Ce qu'il y a de plus joli, c'est que la raison mise en avant pour obtenir le vote du dernier amendement relatif aux maisons non louées est celle-ci : les possesseurs de terres non louées n'obtiennent aucune remise ni modération. Evidemment, il y avait là une anomalie ; mais l'anomalie et l'injustice étant de faire payer l'impôt foncier (qui est censé être payé sur le revenu qui sert à l'établir), quand ce revenu n'existe pas, la mesure qui s'imposait était d'accorder remise ou modération de l'impôt aux terres non louées ni cultivées faute de bras ou de preneurs. On a mieux aimé compléter l'iniquité, et nous verrons désormais deux catégories de propriétaires payer les voyages de M. Grévy (fonds secrets) et les magnifiques opérations coloniales auxquelles nous devons d'avoir dépensé 450 millions au Tong-King et perdu 20,000 hommes, sont des revenus supposés !

Quelle pitié pour un peuple qui d'être tombé en de pareilles mains ! Le comble de l'impudence nous est offert par l'amendement Bisseuil, parfaitement adopté et voté. Nos salubres politiques ont décrété la suppression de l'impôt sur le papier, en principe ; mais comme on n'a pas le sou et que les gaspillages vont leur train, cette suppression ne sera applicable que fin 1886 !

Nos ministres et président ne le cèdent en rien à nos députés pour l'ignorance ; ainsi un décret, dicté par le ping du choléra, interdit jusqu'à nouvel ordre l'introduction d'Espagne en France, par les frontières de terre et de mer, des fruits et légumes pouvant dans le sol ou à niveau du sol. Quelle belle distinction ! Ainsi les melons venus sur le sol seront arrêtés à la frontière ; ceux d'Espagne grimpante seront admis. Et si l'on envoie des raisins, il faudra repousser absolument toutes les grappes mûries au bas des ceps, à quelques centimètres au-dessus du sol, pour s'empêcher d'accueillir, fussent-ils arrosés de tous les bacilles virgules et autres, les pampres mûris à deux mètres de terre ! *Risum teneatis amici !*

Dans l'ordre d'idées des prohibitions, on eût bien mieux fait d'interdire et d'empêcher depuis bien des années, entre l'Espagne et l'Algérie, l'envoi des fruits, raisins, plants de vignes, etc. C'est ainsi très probablement que le phylloxera découvert en Algérie, à Mansourah, près Tlemcen, a été importé dans notre colonie. On espère, dit-on, à l'aide de mesures énergiques, telles que la destruction des vignes, l'emploi prodigue du pétrole et du sulfure de carbone localiser le fléau et l'éteindre ; il est bien à craindre que cet espoir ne soit chimérique. On ne s'est aperçu du mal que par le dépérissement des vignes, par l'apparition, en un mot, des taches phylloxériques ; l'établissement et la multiplication du redoutable insecte ne dataient pas de la veille, et plus que probablement de nombreuses colonies sont en train de s'établir sur d'autres points, et tout cela, grâce à la coupable négligence de gens auxquels tout est indifférent, en dehors de la politique d'intolérance, d'oppression et de dilapidations financières !

En France, la marche du phylloxera, malgré l'emploi des insecticides et les

plantations de cépages américains, ne paraît pas le moins du monde enrayer en dépit des affirmations officielles produites dans les concours régionaux de la région viticole. Il suffit de se reporter seulement à la statistique officielle : les surfaces détruites par le phylloxera ont été, en 1879, de 101,317 hectares ; en 1880, de 83,845 hectares ; en 1881, de 113,198 hectares ; en 1882, de 91,997 hectares ; en 1883, de 95,553 hectares ; en 1884, de 141,267 ! Est-ce là une diminution ? et l'excédent total des surfaces détruites sur les surfaces reconstituées est de 182,750 hectares dans cette période de six années ? Les remèdes employés ne sont donc jusqu'à présent que d'une efficacité relative. On a bien parlé, il y a quelques mois, d'un nouveau produit insecticide à base d'arsenic, qui serait fondé pour le phylloxera, sans nuire aucunement à la vigne. Des essais ont dû être faits, il n'en a encore été rendu compte nulle part ni par personne.

Il y a lieu cependant de lutter énergiquement, car les pays voisins s'organisent et nous pourrions être sérieusement atteints dans nos intérêts ; nous avons encore 2,200,000 hectares de vignes produisant environ 35 millions d'hectolitres de vin ; mais voici venir l'Italie produisant 27 millions d'hectolitres de vins sur 1,870,000 hectares ; chaque jour de nouvelles plantations sont faites, en même temps que de grandes améliorations apportées à la fabrication du vin le rendent capable de rivaliser avec les nôtres sur les marchés étrangers et même chez nous. L'Espagne, sur 1,400,000 hectares, produit 22 millions d'hectolitres, et les alcoolisés avec de l'alcool allemand nous en inonde, grâce à un traité de commerce ruineux appliqué avec ineptie. L'Autriche-Hongrie arrive à 10 millions d'hectolitres ; les concurrents redoutables, on le voit, ne nous manquent pas.

Les nouvelles venues de l'étranger, principalement d'Amérique, confirment la mauvaise qualité des récoltes de blés. Les cours restent cependant stationnaires, et le droit de 3 francs aujourd'hui en vigueur ne les a nullement relevés comme on l'espérait. Il est vrai que les lenteurs apportées à la discussion de la loi ont permis aux spéculateurs de constituer un stock colossal.

Du reste, tous les produits sont à vil prix ; la viande baisse tous les jours, malgré les prédictions « contraires », et nous avons pu recueillir bien des plaintes trop justifiées. La culture des fruits et des légumes, très productive il y a quelques années, tout en donnant encore des bénéfices, les voit se restreindre de jour en jour. Néanmoins, il y a encore intérêt à s'y adonner dans certaines localités. Un des maîtres de conférences à l'Ecole de Grignon, M. J. Dybowski, vient de publier ses cours dans un très intéressant volume, où les procédés de culture perfectionnés applicables à la grande et à la petite culture sont décrits avec beaucoup de clarté ; nous ne pouvons que recommander cet ouvrage à tous ceux qui veulent essayer de la culture des légumes ; s'ils ont en même temps la *Culture potagère* et l'*Agriculture fruitière* de Gréssin, ils pourront, sans autres guides et sans fausses manœuvres, obtenir les meilleurs résultats.

UN AGRICULTEUR PRATICIEN.

INFORMATIONS FINANCIÈRES

LE CANAL DE PANAMA

Nous avons à enregistrer un nouveau succès à l'actif de la Compagnie universelle du Canal Interocéanique de Panama et de l'infatigable promoteur de cette vaste entreprise, M. Ferdinand de Lesseps.

À l'assemblée générale des actionnaires, tenue hier à Paris, rue de Grenelle-Saint-Germain, dans la salle de la Société d'agri-

culture, toutes les propositions du conseil d'administration de la Compagnie ont été votées, après la lecture d'un rapport interrompu à plusieurs reprises par les marques d'approbation et les applaudissements de l'assistance.

C'est est pas, cependant, que l'opposition ait désarmé et que la critique ait gardé le silence. Non, elle a pu, au contraire, s'exprimer tout à son aise, et l'on ne saurait s'en plaindre, car les solutions ont d'autant plus d'autorité qu'il a été loisible à la contradiction d'exposer ses arguments avec une liberté entière.

Pour faciliter, d'ailleurs, la discussion et provoquer les demandes d'explications de l'assemblée, chaque actionnaire inscrit pour y assister avait reçu au préalable un exemplaire du rapport dont il devait être donné lecture. Or nous constatons la présence d'environ trois cents actionnaires.

Reproduire intégralement un document qui ne renferme pas moins de trente-cinq pages d'impression serait chose impossible. Mais nous voulons au moins en noter les principaux passages :

Les travaux poursuivis — a dit M. de Lesseps — permettent de considérer l'effort actuellement accompli comme dépassant la moitié de l'effort total nécessaire.

Cet effort considérable, qui assure l'exécution de l'œuvre, ne pouvant pas être nié, les adversaires du Canal de Panama, comme jadis les adversaires du Canal de Suez, arrivent à susciter des impressions pueriles, à formuler d'absurdes critiques, et dans leur dépit, à vouloir, ils n'hésitent pas devant la calomnie, ni devant la diffamation.

Un groupe nouveau d'adversaires s'est manifesté. Vous aviez contre vous, jusqu'ici, certains capitalistes intéressés à voir retarder le possible inauguration de la voie nouvelle — soit pour conserver l'exploitation de voies de transport actuelles, soit pour attirer des capitaux en vue de l'exécution problématique d'un canal concurrent — et vous aviez aussi des spéculateurs qui essayaient, de temps en temps, d'agir à la Bourse contre vous.

Les spéculateurs savent ce que votre résistance leur a coûté.

Ainsi, ne pouvant rien contre les actionnaires, certaines individualités se sont tournées contre la Compagnie, et, par la publication de journaux créés exprès, expédiés ou criés sur la voie publique, par des correspondances, par des brochures, une véritable campagne de chantage a été organisée.

Nous n'avons pas besoin de dire que ces spéculateurs d'un genre spécial trouveront la Compagnie du Canal de Panama aussi dédaigneuse et aussi inébranlable que l'ont été les actionnaires.

Mais les seuls heureux de pouvoir ajouter que les deux principaux journaux menant cette campagne déplorable, bien que se publiant à Paris, ne sont pas dirigés par des Français.

Le creusement continu du Canal maritime, et son achèvement, sont les seules réponses à opposer à de tels adversaires. Nous ne ferons pas à nos associés l'honneur de les croire impressionnés par de telles manœuvres.

Il eût été puéril de croire que l'isthme de Panama serait coupé en sept ou huit années, sans qu'il se produisît des mécomptes, et que le personnel de tout rang exécuterait un pareil travail comme un comp. sans erreur, sans fatigue. Le devoir du président et des administrateurs d'une Société est de se prémunir contre ces incidents inévitables, dans la mesure du possible.

Vous conseillez n'a pas failli, il ne failira pas à ce devoir. Il peut dire, que si des défections ont été constatées, sans fautes ont été commises, il n'y a pas, jusqu'ici, à relever ni une faiblesse, ni une erreur, ni une faute ayant causé à la Compagnie un dommage appréciable, relativement à l'importance de l'entreprise.

Parlant, ensuite, des cubes de travaux exécutés, M. Ferdinand de Lesseps a déclaré que, si l'on tient compte de ce fait que les premiers cubes sont les plus lents à enlever et que la direction générale s'applique à attaquer de préférence les cubes difficiles, on aura lieu d'être satisfait de la progression des cubes mensuels depuis le commencement de l'année :

1885 Janvier.....	550,000 m. c.
— Février.....	500,000 —
— Mars.....	627,000 —
— Avril.....	675,000 —
— Mai.....	798,000 —

Il est certain qu'en un volume, Bentzon est arrivée à exposer, en les résumant, les qualités, les insuffisances, les originalités louables, les errements fâcheux, les tâtonnements et les conquêtes de la littérature américaine.

Personne mieux que Bentzon ne s'entend à saisir les caractéristiques des talents divers qu'elle étudie et qui, naturellement, possèdent une forte saveur de terroir.

L'Amérique n'en est pas encore à la production surchauffée à laquelle nous sommes arrivés et son naturalisme renfermé dans les justes bornes du vrai doit plaire à l'auteur raffiné et délicat de tant de romans dont aucun n'est entaché des travers et des corruptions systématiques du jour.

Nous ne partageons pas cependant à égal degré l'admiration de Bentzon pour les romanciers américains, et lorsqu'elle dit : « C'est à l'Amérique, sans contredit, que nous devons aujourd'hui les meilleurs romans écrits en anglais : l'Angleterre elle-même l'atteste », nous ne discuterons point son assertion ; seulement nous y ajouterons ceci : c'est qu'au roman américain nous préférons de beaucoup, lorsque la note reste ce qu'elle doit être, les romans français. Nous avons peine à nous faire à ce mélange de satire philosophique et de sensibilité quintessenciée, à cette peinture de mœurs dont les contradictions saisies sur le vif heurtent et froissent nos susceptibilités de civilisés.

C'est justement parce qu'ils sont vrais et, chose difficile à faire admettre, c'est précisément parce que leur talent d'une incontestable valeur les incite logiquement à être exacts, à être rigoureux dans leur analyse, que les romanciers américains restent pour nous sans charme.

Ces jeunes filles qui partent comme la Marcia d'Howells dans *A modern instance* au bras du premier bellâtre venu pour sa marier contre le gré de leurs parents, ces pères et ces mères froissés d'indifférence apparente plus que réelle, peut-être, mais dont la protection ultra-platonique s'exerce lorsqu'il n'est plus temps, ces journalistes qui se savent comme Bartley Hubbard, ces savants qui font du charlatanisme sans le savoir comme le docteur Boynton, ces héros respectueusement marmoreux d'innocences qui courent par les chemins, ces héroïnes qui se gardent si bien elles-mêmes

Nous avions pensé que l'ensemble du cube mensuel atteindrait assez vite le chiffre d'un million de mètres. Nous avions compté, dans notre calcul, le produit des grands travaux américains, le produit du Canal de Colon et du Canal de Panama, devant travailler dans des terrains généralement mous. Mais les entrepreneurs américains se sont trouvés attardés. La partie que ces entrepreneurs ont à exécuter étant la plus facile, ce retard n'empêche en rien l'achèvement du canal dans les délais. Déjà, du côté de Colon, ces entrepreneurs sont en mesure d'accomplir leur tâche.

Il en est de même du chantier très important de la Culebra, point culminant de l'isthme, et qui devait nous fournir un cube déterminé vers le milieu de 1885. Une modification, une extension du contrat, des entrepreneurs, une demande aux entrepreneurs dans l'intérêt de l'exécution totale du canal, a reculé de plusieurs mois, volontairement, la mise en toute activité de ce chantier.

Il résulte de ces incidents et de ces modifications qu'en réalité le cube mensuel des grands travaux américains, au 1^{er} juillet 1885, en rapport avec nos prévisions de l'an dernier, est dans les limites normales voulues pour l'achèvement.

La question de l'état sanitaire du personnel en loy au percement de l'isthme de Panama offre un réel intérêt.

Voici, en conséquence, le relevé officiel des décès constatés dans l'isthme du 1^{er} avril 1884 au 31 mars 1885 :

1884 Avril.....	50 décès, d. 9 Européens
— Mai.....	41 — 3 —
— Juin.....	60 — 12 —
— Juillet.....	37 — 26 —
— Août.....	119 — 35 —
— Septembre.....	132 — 25 —
— Octobre.....	105 — 42 —
— Novembre.....	154 — 49 —
— Décembre.....	142 — 58 —
1885 Janvier.....	91 — 35 —
— Février.....	46 — 13 —
— Mars.....	49 — 21 —

Le personnel, qui était de 17,881 personnes en avril 1884, s'élevait à 20,368 en octobre, et restait dans ces proportions jusqu'en mars 1885.

Arrivons maintenant au coût présumé du canal et aux moyens à mettre en œuvre pour le terminer.

L'exécution complète du Canal de Panama comporte, d'après les évaluations les plus fortes, un déblai total de 120 millions de mètres cubes.

L'ingénieur en chef, directeur des travaux, M. Dingier, estime que ce cube total de 120 millions de mètres pourra être réduit en définitive à 90 ou 95 millions de mètres cubes.

Mais, pour éviter toute illusion, tout mécompte, M. de Lesseps et le conseil d'administration de la Compagnie ont persisté à prendre le chiffre de 120 millions de mètres cubes comme base de leurs calculs dans l'évaluation du coût du Canal.

Les entrepreneurs qui le creusent actuellement sur presque toute la longueur de l'isthme, en descendant chacun à des profondeurs variables, se sont engagés à extraire, ensemble, 62,691,595 mètres cubes pour une somme totale de 49,839,994 piastres ou à (4 fr. 40 la piastre) 219,295,974 fr.

Ces deux chiffres, rapprochés, donnent un prix moyen d'exécution de 3 fr. 33 par mètre cube. En ajoutant à ce prix de revient la main-d'œuvre pour la fourniture du matériel et les interventions de la Compagnie, réservées dans les contrats, le prix de revient du mètre cube ressort jusqu'à 3 fr. 44 pour la terre et 8 fr. 60 pour la roche.

Les contrats passés avec les deux entrepreneurs qui se sont engagés à livrer le Canal complètement terminé jusqu'au plafond, nous permettent d'établir la dépense des travaux de parachèvement, lesquels s'élèveront à 480 millions de francs.

En ajoutant cette somme de 480 mil. de fr. à la somme engagée de 220 —

Nous arrivons à la somme de 700 millions qui sera le coût du Canal maritime le jour de son inauguration.

Ce sont là exactement les chiffres qui avaient été inscrits dans le devis du Congrès international.

Il faut nécessairement ajouter à cette évaluation du coût du creusement les charges sociales et administratives annuelles, les intérêts à servir aux actions et aux

obligations, pour arriver au total général proclamé par le Congrès international.

Le président-directeur de la Compagnie et son conseil d'administration avaient le devoir de ne pas attendre la fin des disponibilités actuelles pour préparer les ressources qui assureraient la marche rapide des travaux.

Or, pour alléger les charges, pour emprunter aux meilleures conditions les sommes nécessaires à la prompt exécution du canal maritime, M. Ferdinand de Lesseps a demandé au gouvernement français l'autorisation de se procurer les 600 millions de francs à prévoir, au moyen d'une émission d'obligations à lots.

Il a déclaré avoir lieu de compter sur l'assentiment des pouvoirs publics, comme jadis, dans des circonstances analogues, cet assentiment a été donné en vue d'assurer l'exécution du canal maritime de Suez.

La lettre écrite dans ce but par M. de Lesseps au ministre de l'intérieur est du 27 mai dernier.

« M. le ministre de l'approbation — a-t-il dit — nous continuerons nos démarches pour avoir l'autorisation légale nécessaire. »

L'Assemblée a approuvé à l'unanimité et, à l'unanimité également, les différentes propositions à l'ordre du jour ont été admises.

M. Ferdinand de Lesseps a annoncé hier aux actionnaires du Panama que, samedi prochain, à 9 heures précises du matin, rue du Chemin-Vert, à Pantin, quatre des grands excavateurs qui vont être expédiés à Panama seront mis en fonctionnement dans un terrain difficile expressément choisi dans ce but.

Les actionnaires qui désirent assister à ces essais n'ont qu'à demander une carte d'entrée au secrétaire général de la Compagnie de Panama, 46, rue Caumartin.

Les représentants de la presse seront reçus dans le chantier sur la seule présentation de leur carte.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU NORD DE L'ESPAGNE

Souscription publique à 50,000 OBLIGATIONS

Intérêt annuel 4 1/2 francs nets d'impôts. Coupons payables le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet. Remboursement à 500 francs en 72 ans. (Jouissance 1^{er} juillet 1885)

PRIX D'ÉMISSION :

40 » en souscrivant, 60 » à la répartition, 400 » 30 septembre, 117 50 du 15 au 30 novembre.

317 50

Moyennant Fr. 315, on peut souscrire des titres entièrement libérés qui obtiendront la préférence dans la répartition. Rendement y compris la prime d'amortissement, 5 0/0 nets.

ON SOUSCRIT JEUDI 6 AOUT

À la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne, 69, rue de la Victoire.

À la Société générale de Crédit Mobilier Espagnol, 69, rue de la Victoire.

Au CRÉDIT LYONNAIS et dans toutes ses Agences en France et à l'étranger.

On peut souscrire, dès à présent, par correspond.

obligations, pour arriver au total général proclamé par le Congrès international.

Le président-directeur de la Compagnie et son conseil d'administration avaient le devoir de ne pas attendre la fin des disponibilités actuelles pour préparer les ressources qui assureraient la marche rapide des travaux.

Or, pour alléger les charges, pour emprunter aux meilleures conditions les sommes nécessaires à la prompt exécution du canal maritime, M. Ferdinand de Lesseps a demandé au gouvernement français l'autorisation de se procurer les 600 millions de francs à prévoir, au moyen d'une émission d'obligations à lots.

Il a déclaré avoir lieu de compter sur l'assentiment des pouvoirs publics, comme jadis, dans des circonstances analogues, cet assentiment a été donné en vue d'assurer l'exécution du canal maritime de Suez.

La lettre écrite dans ce but par M. de Lesseps au ministre de l'intérieur est du 27 mai dernier.

« M. le ministre de l'approbation — a-t-il dit — nous continuerons nos démarches pour avoir l'autorisation légale nécessaire. »

L'Assemblée a approuvé à l'unanimité et, à l'unanimité également, les différentes propositions à l'ordre du jour ont été admises.

M. Ferdinand de Lesseps a annoncé hier aux actionnaires du Panama que, samedi prochain, à 9 heures précises du matin, rue du Chemin-Vert, à Pantin, quatre des grands excavateurs qui vont être expédiés à Panama seront mis en fonctionnement dans un terrain difficile expressément choisi dans ce but.

Les actionnaires qui désirent assister à ces essais n'ont qu'à demander une carte d'entrée au secrétaire général de la Compagnie de Panama, 46, rue Caumartin.

Les représentants de la presse seront reçus dans le chantier sur la seule présentation de leur carte.

COMPAGNIE DES CHEMINS DE FER DU NORD DE L'ESPAGNE

Souscription publique à 50,000 OBLIGATIONS

Intérêt annuel 4 1/2 francs nets d'impôts. Coupons payables le 1^{er} janvier et le 1^{er} juillet. Remboursement à 500 francs en 72 ans. (Jouissance 1^{er} juillet 1885)

PRIX D'ÉMISSION :

40 » en souscrivant, 60 » à la répartition, 400 » 30 septembre, 117 50 du 15 au 30 novembre.

317 50

Moyennant Fr. 315, on peut souscrire des titres entièrement libérés qui obtiendront la préférence dans la répartition. Rendement y compris la prime d'amortissement, 5 0/0 nets.

ON SOUSCRIT JEUDI 6 AOUT

À la Compagnie des Chemins de fer du Nord de l'Espagne, 69, rue de la Victoire.

À la Société générale de Crédit Mobilier Espagnol, 69, rue de la Victoire.

Au CRÉDIT LYONNAIS et dans toutes ses Agences en France et à l'étranger.

On peut souscrire, dès à présent, par correspond.

E. LITRÉ, Dictionnaire de la langue française, 5 volumes grand in-4° contenant 3,000 pages à 3 colonnes, est vendu par L. Hébert, libraire éditeur, 7, rue Porro-

net, à Paris aux conditions suivantes : Broché, 112 francs payables 5 francs par mois.

Relié, 142 francs payables 7 francs par mois.

DIABÈTE

QUINA Anti-Diabétique ROCHER

Flacon : 3 fr. 50

Expédition franco de 3 flacons contre 9^{fr} mandat adressé

Ph. ROCHER, 1, rue Perrée (Temple), Paris

Barat gratis et franco d'une ÉTUDE indiquant les variétés, causes, symptômes et tristes conséquences du Diabète, que toute personne soucieuse de sa santé doit lire avec la plus grande attention.

puis, Howells, pour conserver et donner l'impression exacte des mœurs, fait écrire à Marcia ce *post-scriptum* qui termine la lettre dans laquelle la nouvelle mariée fait part à son père de son union avec Bartley : « J'aurais dû vous dire que je comptais revoir Bartley, mais vous ne m'auriez pas laissée sortir, et si je ne l'avais revu je serais morte. »

Lorsque le divorce, conséquence logique, d'ailleurs, de tels mariages séparés malgré elle Marcia de Bartley, dégradé, usé, par l'ivrognerie et la débauche, quel sentiment de pitié peut surgir à l'égard de cette fille folle et de ses parents enlaidis dans leur protection par les us et coutumes du pays ? Oui, c'est la grandeur du mariage, ou c'est le prestige de l'amour qui souffre, qui lutte et qui se sacrifie ? Ou est la passion intense qui dévore la femme indolument liée et qui trouve par cela même le châtiment la ou elle avait rêvé la joie ?

Où est l'imprévu, le dramatique, l'invention dans ces peintures dont le mérite, la vérité et la profondeur d'analyse ne peuvent être relégués de cette intensité d'émotion que comporte l'existence des sociétés raffinées par une longue civilisation ?

Ces mœurs libres, ces amours écorchés, quand ils ne sont pas sournoués calculateurs, ne prêtent pas aux situations émouvantes ; et plus le talent des écrivains est vigoureusement et sûrement analysé, plus la redite et la sécheresse risquent d'enlaidir leur œuvre.

La littérature américaine porte, d'ailleurs, la marque de son origine : c'est sans nationalité précise une parvenue, active, intelligente, sans doute, exubérante de forces vives qui ont besoin d'être équilibrées.

Des longueurs et des minuties, des charpentés sans solidité, gâtent fréquemment des études de caractère faites elles de main de maître et qui prouvent que le manque d'intérêt du roman américain, à nos yeux du moins, vient non pas de l'absence de talents d'analyses de premier ordre, mais des mœurs heurtées, disparates, excentriques, plutôt qu'étrangères qui constituent la caractéristique d'une nation qui, lorsqu'elle sort du terre-à-terre, tombe dans l'illuminisme et son cortège habituel de visions.

Parmi les productions nouvelles dont s'est occupée Bentzon, il en est une qui fait beaucoup de bruit : c'est *M. Isaac*, par Marion Crawford. Deux camps distincts se sont formés à propos de ce livre : l'un qui proclame l'œuvre absolument supérieure, l'autre qui prétend ne voir qu'un assemblage de notes de touriste encadrées dans une suite d'aventures d'une originalité contestable. Personnellement, nous trouvons que, sous certains points, le premier camp a raison, et que,

sous certains autres, le second n'a pas tort.

La supériorité est dans la facture enlaidie, satirique, mettant en relief très nettement des aperçus philosophiques et ethnographiques puisés, il est permis de le croire, plutôt à des sources françaises qu'à des sources américaines.

M. Isaac, cet Iranien pur sang, dont la civilisation n'a fait qu'affaïmer davantage les généreux et doux instincts de la race asienne, Crawford a dû le révéler après avoir lu avec attention le beau travail de M. Marius Fontane. Puis la supériorité encore de l'auteur américain, c'est de s'être montré délicatement, ingénieusement, purement idéaliste, la façon d'un savant et d'un poète. Cette définition du plaisir et du bonheur, cette préférence accordée à l'amour de cœur, source de toutes joies, immuable, éternel et divin, cette déification de l'ivresse qu'apporte le sacrifice et que n'interrompt pas la mort, cette perception d'un au-delà de l'amour pur, entrevu par un Oriental jusque-là soumis aux usages polygames de son pays : Crawford l'a traduite avec netteté et, selon l'occasion, avec force et avec grâce.

C'est bien l'Inde moderne qu'il fait voir, l'Inde mystique du *Rig-Veda* transformée, peu à peu, en caravansérail européen où passe, comme la vision du bonheur, la femme d'Occident amie, compagne, souriante aux joies de l'homme, pleurant lorsqu'il pleure, réalisant son double rêve d'amant et d'époux. L'éveil de M. Isaac à des sensations jusqu'alors inconnues, le roman de ce jeune riche et bel Indien, savant comme un docteur, énergique comme un aventurier heureux dont aucune tâche n'obscurcit le passé plein d'événements, c'est là la partie vitale, importante, originale d'un livre où sur ce terrain l'auteur a excellé.

Quant aux incidents proprement dits, ce sont ceux qui peuvent donner raison à une critique relativement sévère. Au point de vue uniquement de l'invention, M. Isaac n'a rien d'homogène et tient de la féerie, du conte, du voyage.

Nous ne partageons pas l'opinion de Bentzon relativement à l'importation chez nous des idées bouddhistes, en train, selon elle, d'asseoir leur empire sur les consciences de notre scepticisme, avec lequel bientôt elles fraterniseront peut-être, phénomène qui ne sera pas la moindre des curiosités de ce temps-ci.

Donc ce que la critique trouve être les profondeurs du sujet de M. Isaac, nous le considérons, nous, comme des hors d'œuvre dont l'élimination eût allégé à propos le travail remarquable, malgré ses défauts, de M. Marion Crawford.

Hippolyte FOURNIER.

LA PÂTE ÉPILATOIRE DUSSER

Pour de petites moustaches la boîte de 10 fr.

GAZETTE THÉÂTRALE

Nos Théâtres au 1^{er} septembre

OPÉRA
Les études du Cid.

COMÉDIE-FRANÇAISE
Tout est soumis au rétablissement de M. Perrin.

OPÉRA-COMIQUE
Le Lohengrin sera en pleines répétitions. On ouvrira par les pièces du répertoire. On parle toujours de la rentrée de M. Ugalde, qui, pour l'instant, a encore une année d'engagement chez M. Brasseur.

ODÉON
M. Porel, avec un soin tout particulier, consacrera quelques jours au répertoire, pour essayer de jeunes artistes et les engager s'il y a lieu.

VAUDEVILLE
Réouverture par Clara Solari sur un spectacle coupé. (MM. Adolphe Dupuis et Dieudonné retournent en Russie le 1^{er} janvier 1886.)

GYMNASE
Reprise des *Mes répétitions* pour la rentrée de Mme P. Asca et les débuts de M. Dumaine.

PALAIS-ROYAL
Reprise du grand succès *Nos petites voisines*.

CHATELET
Le *Coco féé*, féerie en trente tableaux, de MM. Ferrier et Burani.

GAITÉ
Première représentation du *Petit Poucet*, de MM. Leterrier, Mortier et Vanloo, pour les débuts de MM. Christian et Baron à ce théâtre.

VARIÉTÉS
Mme Judic partira ces jours-ci pour l'Amérique. Les Parisiens ont pu croire, à la fin de la saison dernière, que la diva leur faisait de véritables adieux, ainsi que l'indiquaient les affiches; il n'en sera rien. Mme Judic reviendra à Paris dans les derniers jours de décembre et créera, à la fin de janvier, une pièce de MM. Melhaec et Millaud, au théâtre des Variétés. Le théâtre du boulevard Montmartre rouvrira ses portes le 1^{er} septembre par une pièce de MM. Blum et Tsché pour la rentrée des Hamon-Les; M. Bertrand espère que cette pièce le conduira jusqu'au retour de Mme Judic.

BOUFFES-PARISIENS
Rien n'est encore officiellement décidé.

FOLIES-DRAMATIQUES
Reprise des *Petits Mousquetaires* avec Mme Simon-Girard, si Mme Ugalde rentre à l'Opéra-Comique.

NOUVEAUTÉS
Reprise de la *Cantinière*. Il est plus que probable, à l'heure qu'il est, que le succès considérable de Mme Grisi-Montbazon continuera en Russie, notre gracieuse compatriote ne sera pas la pour reprendre son rôle.

RENAISSANCE
La encore, rien n'est officiellement décidé.

AMBIGU
Reprise de *Louis XVI et Marie-Antoinette*.

MENUS-PLAISIRS
Première représentation de *L'homme de paille* de M. Valabregue. Grâce à la persévérance et à l'intelligence de son directeur, M. Blandin, ce théâtre est resté ouvert pendant tout l'été.

CLUNY
M. Maurice Simon, qui doit abandonner la direction à la fin de cette année à notre aimable confrère Léon Marx, reprendra infailliblement son grand succès: *Trois femmes pour un mari*.

EDEN-THÉÂTRE
En préparation, une féerie-ballet.

NATIONS
Reprise de la *Dame de Saint-Tropez*.

CHATEAU-D'EAU
Très probablement une pièce de M. George Richard, dont il créera le principal rôle.

DÉJAZET
Rentrée de M. Charpentier comme directeur, et reprise de la *Bamboche*.

DEAUMARCHAIS

Rien de décidé. (Le meilleur serait peut-être d'en faire une bonne maison de rapport.)

Nous n'avons pas compris dans notre énumération le théâtre de M. Duquesnel, soit la Porte-Saint-Martin, par l'excellente raison que cette scène est en pleine réparation et que la réouverture n'aura lieu qu'en octobre avec *Theodora*.

NOS CAFÉS-CONCERTS
L'Eldorado n'a pas fermé et ne fermera pas ses portes.
Le Grand Concert Parisien rouvrira le 29 août avec une troupe très brillante. La Scala et l'Alcazar suivront.

LES CONCOURS DU CONSERVATOIRE
Hier, on en a eu lieu les concours de tragédie et de comédie.

Le jury, composé de MM. Ambrose Thomas, Alexandre Dumas, Porel, Kaempfen, Laroche, Barbier, Deschappelles, Legoué et Edouard Thierry, a décerné les récompenses suivantes :

Tragédie
Hommes. — Pas de prix.
1^{er} accessit. M. Segond.
2^e accessit. MM. Darmon, Damoye et Degeorge.

Femmes. — 1^{er} prix. Mlle Mea et Weber.
2^e prix. Mlle de la Motte.
3^e accessit. Mlle Ludwige.

Comédie
Hommes. — 1^{er} prix. M. Langier.
2^e prix. M. Van den Kerckoven.
1^{er} accessit. MM. Plan et Gauthier.
2^e accessit. M. Deneubourg.

Femmes. — 1^{er} prix. Mlle Choudens et Laine.
2^e prix. Mlle du Minil.
1^{er} accessit. Mlle Bertrand et Letourcq.
2^e accessit. Mlle Ludwige.

G. DORANTE.
Hommes. — 1^{er} prix. M. Langier.
2^e prix. M. Van den Kerckoven.
1^{er} accessit. MM. Plan et Gauthier.
2^e accessit. M. Deneubourg.

Femmes. — 1^{er} prix. Mlle Choudens et Laine.
2^e prix. Mlle du Minil.
1^{er} accessit. Mlle Bertrand et Letourcq.
2^e accessit. Mlle Ludwige.

NOUVELLES JUDICIAIRES
L'affaire du docteur Eschsch, médecin à Apt, accusé d'avoir tenté d'empoisonner, au moyen de grives, son confrère Tournatou, de la même ville, est venue aujourd'hui devant la cour d'assises.

L'audience du matin a été occupée par la formalité du tirage au sort des jurés, l'appel des soixante-six témoins, tant à charge qu'à décharge, et la lecture de l'acte d'accusation.

L'audience du soir a été consacrée à l'interrogatoire de l'accusé, pendant lequel divers incidents se sont produits entre la défense et le procureur général de la cour de Nîmes qui occupe le siège du ministère public.

Estachy ayant affirmé que le procureur de la République d'Apt l'avait engagé à se reconnaître coupable et que, dans ce cas, il passerait seulement en police correctionnelle, le ministère public a demandé le renvoi à la prochaine session, afin d'entendre ce magistrat, actuellement absent de France à la suite d'un congé, car il ne veut pas laisser son substitut sous le coup d'une accusation aussi déshonorante.

La cour renvoie l'affaire à la session d'octobre.

BULLETIN COMMERCIAL
SOURCES DE PARIS DU 30 JUILLET (1 h. 15 soir.)

Matières de color. — Calme.
Dispon. 61 à 62. 4 dern. 62. 4 prem. 63. 50 à 51.
Aout. 61. 50 à 51. 4 dern. 62. 4 prem. 63. 50 à 51.
Aout. 61. 50 à 51. 4 dern. 62. 4 prem. 63. 50 à 51.

Matières de fin. — Calme.
Dispon. 57 50 à 57. 4 dern. 58. 4 prem. 59. 50 à 51.
Aout. 57 50 à 57. 4 dern. 58. 4 prem. 59. 50 à 51.
Aout. 57 50 à 57. 4 dern. 58. 4 prem. 59. 50 à 51.

Spiritueux. — Ferme.
Dispon. 46 75 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 46 75 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 46 75 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres bruts. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres raffinés. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres raffinés. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres raffinés. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres raffinés. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres raffinés. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres raffinés. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres raffinés. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

Sucres raffinés. — Calme.
Dispon. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.
Aout. 47 50 à 47. 4 dern. 48. 4 prem. 49. 50 à 51.

PRIMES GRATUITES

Tout nouvel abonné de la *Patrie* qui prendra un abonnement d'un an, aura droit, comme PRIME GRATUITE, à l'ouvrage ci-après :

HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE
Ouvrage illustré, en 4 volumes in-4°
Orné de 54 vignettes, portraits, historiques, etc.
Frais d'expédition : 3 francs.

Nous continuons d'offrir à nos abonnés d'un an et de six mois, entre autres primes gratuites :

UN JOLI ENCRIER
FAÏENCE ARTISTIQUE
représentant une feuille de papier coupé, avec inscription reproduisant le titre et la manchette du journal *la Patrie*.
Frais d'expédition : 3 francs.

RENSEIGNEMENTS UTILES
TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE
DECLARATIONS DE FAILLITES
Jugements du 28 juillet 1885

MARTIN, charbon-forgeron, rue d'Alboulpoul, 37.
Juge-commissaire, M. Meunier.
Syndic provisoire, M. Roucher, rue Haute-foille, 1 bis.

GAUTHIER, marchand de bois et charbons, rue de Villiers, 2. — M. Caillier, à Charenton et Juge-commissaire, M. Meunier.
Syndic provisoire, M. Roucher, déjà nommé.

ROUCHAUSSE, marchand d'abats, rue de Lauriston, 44.
Juge-commissaire, M. Hugot.
Syndic provisoire, M. Lissoty, 33, rue St-André-des-Arts.

FAVROT, marchand de vin, place Voltaire, 6, puis rue St-Jacques, 247, actuellement sans domicile connu.
Juge-commissaire, M. Hugot.
Syndic provisoire, M. Menaut, 51, boulevard St-Vincent.

VINCENT, marchand de cafés et épicerie, rue St-Placide, 40, actuellement rue Ramey, 7.
Juge-commissaire, M. Hugot.
Syndic provisoire, M. Desreux, 46, rue St-André-des-Arts.

PUBLICATIONS DE MARIAGES
ENTREE:
M. Mariette, rue du Pont-Neuf, 9 et Mlle Fraix rue Montpensier, 47. — M. Landelle, rue Saint-Denis, 19 et Mlle Brousse, même rue. — M. Bernard, à Saint-Benoît d'Azit et Mlle Perrot, rue Pierre-Lescot, 2. — M. Caillier, à Charenton et Mlle Chevet, à Pantigny. — M. Gallier, rue du Bouloi, 9 et Mlle Robe, à Soissons. — M. Dures, rue Saint-Denis, 57 et Mlle Lousie, même rue. — M. Dore, à Paris, employé, rue du Balloir, 6 et Mlle Gellot, rue Saint-Honoré, 123. — M. Chalou, rue Berger, 23 et Mlle Niguet, rue Châteaurentiers, 17. — M. Bordesou, rue Mont-Thabor, 32 et Mlle Desnoyers, rue Grands-Truandiers, 34. — M. Caillier, magasin Louvre et Mlle Koutler, r. J.-J.-Rousseau, 54. — M. Capitaine, rue Saint-Honoré, 87 et Mlle Motet, même rue. — M. Aubert, rue J.-J.-Rousseau, 31 et Mlle Sigrissi, rue de Courcelles, 104. — M. Content, rue Saint-Germain-Auxerrois, 43 et Mlle Nehr, même rue. — M. Richard, rue Saint-Honoré, 217 et Mlle Perrin, même rue.

DÉCÈS
DU 28 JUILLET 1885
Premier arrondissement. — M. Bourgeois, 68 ans, rue des Pyramides, 27. — Mme Morrogh, 38 ans, bd Madeleine, 11.
Deuxième arrondissement. — M. Crespelle, 60 ans, rue Saint-Denis, 232.

Troisième arrondissement. — Mme Veuve Lavainville, 90 ans, rue Meslay, 18. — Mme Calet, 29 ans, rue Saint-Martin, 230. — M. Voeck, 31 ans, rue Saint-Martin, 311. — M. Guesdon, 18 ans, r. des Archives, 31. — Mlle Delassauzais, 70 ans, place de la Corderie, 11.

Quatrième arrondissement. — Mme Bouzu, 52 ans, rue de la Vierge, 12. — Mlle Bernard 14 ans, rue des Juifs, 11.

Cinquième arrondissement. — Mme Duménil, 68 ans, bd Saint-Marcel, 24.

Sixième arrondissement. — Mme Frankel, 38 ans, rue Saint-Benoît, 15.

Septième arrondissement. — M. Genouille, 81 ans, rue Oudinot, 12. — M. Lissencen, 73 ans, bd de la Tour-Maubourg, 17. — M. Le comte de Trenlain, 82 ans, bd de la Tour-Maubourg, 17. — M. Bonnet, 70 ans, égise Saint-Philippe-du-Roule. — Mlle Burri, 59 ans, rue de Berne, 19. — Mlle Vessey, 12 ans, rue d'Edimbourg, 12. — M. Dequis, 57 ans, av. Denoyez.

Huitième arrondissement. — Mme Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Neuvième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Dixième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Onzième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Douzième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Quatorzième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Quinzième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Seizième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Dix-septième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Dix-huitième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Dix-neuvième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

XX^e arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

XXI^e arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

XXII^e arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

XXIII^e arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

PRIMES GRATUITES

Tout nouvel abonné de la *Patrie* qui prendra un abonnement d'un an, aura droit, comme PRIME GRATUITE, à l'ouvrage ci-après :

HISTOIRE POPULAIRE DE LA FRANCE
Ouvrage illustré, en 4 volumes in-4°
Orné de 54 vignettes, portraits, historiques, etc.
Frais d'expédition : 3 francs.

Nous continuons d'offrir à nos abonnés d'un an et de six mois, entre autres primes gratuites :

UN JOLI ENCRIER
FAÏENCE ARTISTIQUE
représentant une feuille de papier coupé, avec inscription reproduisant le titre et la manchette du journal *la Patrie*.
Frais d'expédition : 3 francs.

RENSEIGNEMENTS UTILES
TRIBUNAL DE COMMERCE DE LA SEINE
DECLARATIONS DE FAILLITES
Jugements du 28 juillet 1885

MARTIN, charbon-forgeron, rue d'Alboulpoul, 37.
Juge-commissaire, M. Meunier.
Syndic provisoire, M. Roucher, rue Haute-foille, 1 bis.

GAUTHIER, marchand de bois et charbons, rue de Villiers, 2. — M. Caillier, à Charenton et Juge-commissaire, M. Meunier.
Syndic provisoire, M. Roucher, déjà nommé.

ROUCHAUSSE, marchand d'abats, rue de Lauriston, 44.
Juge-commissaire, M. Hugot.
Syndic provisoire, M. Lissoty, 33, rue St-André-des-Arts.

FAVROT, marchand de vin, place Voltaire, 6, puis rue St-Jacques, 247, actuellement sans domicile connu.
Juge-commissaire, M. Hugot.
Syndic provisoire, M. Menaut, 51, boulevard St-Vincent.

VINCENT, marchand de cafés et épicerie, rue St-Placide, 40, actuellement rue Ramey, 7.
Juge-commissaire, M. Hugot.
Syndic provisoire, M. Desreux, 46, rue St-André-des-Arts.

PUBLICATIONS DE MARIAGES
ENTREE:
M. Mariette, rue du Pont-Neuf, 9 et Mlle Fraix rue Montpensier, 47. — M. Landelle, rue Saint-Denis, 19 et Mlle Brousse, même rue. — M. Bernard, à Saint-Benoît d'Azit et Mlle Perrot, rue Pierre-Lescot, 2. — M. Caillier, à Charenton et Mlle Chevet, à Pantigny. — M. Gallier, rue du Bouloi, 9 et Mlle Robe, à Soissons. — M. Dures, rue Saint-Denis, 57 et Mlle Lousie, même rue. — M. Dore, à Paris, employé, rue du Balloir, 6 et Mlle Gellot, rue Saint-Honoré, 123. — M. Chalou, rue Berger, 23 et Mlle Niguet, rue Châteaurentiers, 17. — M. Bordesou, rue Mont-Thabor, 32 et Mlle Desnoyers, rue Grands-Truandiers, 34. — M. Caillier, magasin Louvre et Mlle Koutler, r. J.-J.-Rousseau, 54. — M. Capitaine, rue Saint-Honoré, 87 et Mlle Motet, même rue. — M. Aubert, rue J.-J.-Rousseau, 31 et Mlle Sigrissi, rue de Courcelles, 104. — M. Content, rue Saint-Germain-Auxerrois, 43 et Mlle Nehr, même rue. — M. Richard, rue Saint-Honoré, 217 et Mlle Perrin, même rue.

DÉCÈS
DU 28 JUILLET 1885
Premier arrondissement. — M. Bourgeois, 68 ans, rue des Pyramides, 27. — Mme Morrogh, 38 ans, bd Madeleine, 11.
Deuxième arrondissement. — M. Crespelle, 60 ans, rue Saint-Denis, 232.

Troisième arrondissement. — Mme Veuve Lavainville, 90 ans, rue Meslay, 18. — Mme Calet, 29 ans, rue Saint-Martin, 230. — M. Voeck, 31 ans, rue Saint-Martin, 311. — M. Guesdon, 18 ans, r. des Archives, 31. — Mlle Delassauzais, 70 ans, place de la Corderie, 11.

Quatrième arrondissement. — Mme Bouzu, 52 ans, rue de la Vierge, 12. — Mlle Bernard 14 ans, rue des Juifs, 11.

Cinquième arrondissement. — Mme Duménil, 68 ans, bd Saint-Marcel, 24.

Sixième arrondissement. — Mme Frankel, 38 ans, rue Saint-Benoît, 15.

Septième arrondissement. — M. Genouille, 81 ans, rue Oudinot, 12. — M. Lissencen, 73 ans, bd de la Tour-Maubourg, 17. — M. Le comte de Trenlain, 82 ans, bd de la Tour-Maubourg, 17. — M. Bonnet, 70 ans, égise Saint-Philippe-du-Roule. — Mlle Burri, 59 ans, rue de Berne, 19. — Mlle Vessey, 12 ans, rue d'Edimbourg, 12. — M. Dequis, 57 ans, av. Denoyez.

Huitième arrondissement. — Mme Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Neuvième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Dixième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Onzième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Douzième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Quatorzième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Quinzième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Seizième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Dix-septième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Dix-huitième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

Dix-neuvième arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

XX^e arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

XXI^e arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

XXII^e arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — Mlle Ringard, 47 ans, r. de la Vierge, 12.

XXIII^e arrondissement. — M. Lissencen, 40 ans, rue Mansart, 11. — M